



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ, 6 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1979

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
248

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Βελγηραδίῳ τὴν 12ην Ὀκτωβρίου 1978 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς 8ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐλληνογιουγκοσλαβικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς.	1
Περὶ ἐγκρίσεως: 1) Τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 6ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐλληνογιουγκοσλαβικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς ποὺ ὑπογράφηκε στὴ Ρώμη στὶς 28 Σεπτεμβρίου 1978, 2) τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 7ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐλληνογιουγκοσλαβικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Ἀθήνα τὶς 21 Ιουνίου 1979.	2
Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ εἰς Πράγμα τὴν 12ην Μαΐου 1979 ὑπογραφέντος Πρωτοκόλλων τῆς 1ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐλληνογιουγκοσλαβικῆς Ἐπιτροπῆς διεδυνών ὁδικῶν μεταφορῶν.	3

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Αρ. 9. Φ.0544/2809

(1)

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Βελγηραδίῳ τὴν 12ην Ὀκτωβρίου 1973 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς 8ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐλληνογιουγκοσλαβικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ, ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ,
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ,
ΓΕΩΡΓΙΑΣ, ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ,
ΕΜΠΟΡΙΟΥ ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

"Ἐγκρίνετες ὑπὲρ δψει: 1) τὰς διατάξεις τῶν ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐλληνογιουγκοσλαβικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς ὑπογραφέντων Πρακτικῶν τῆς 2ας, 3ης, 4ης, 5ης, 6ης καὶ 7ης Συνόδου, ἐγκριθέντων δι' ὑπουργικῶν Ἀποφάσεων δημοσιεύσιῶν εἰς τὸ δέκατον αὐγούστου 1973, 86 ΦΕΚ Α' τῆς 30ης Ιουνίου 1972, 175 ΦΕΚ Α' τῆς 16ης Αὐγούστου 1973, 86 ΦΕΚ Α' τῆς 30ης Απριλίου 1975, 283 ΦΕΚ Α' τῆς 27ης Οκτωβρίου 1976, 149 ΦΕΚ Α' τῆς 19ης Σεπτεμβρίου 1978 καὶ 143 ΦΕΚ Α' τῆς 12ης Σεπτεμβρίου 1978 ἀντιστοίχως, 2) τὸ κείμενον τοῦ ὑπὸ ἐγκριστοῦν Πρακτικοῦ, ἀποφασίζομεν:

'Ἐγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ ἐν τῷ συνόλῳ του τὸ ἐν Βελγηραδίῳ τὴν 12ην Ὀκτωβρίου 1978 ὑπογραφέν Πρακτικὸν τῆς 8ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐλληνογιουγκοσλαβικῆς Διυ-

πουργικῆς Ἐπιτροπῆς, τοῦ ὅποιου τὸ κείμενον ἔπειται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25ῃ Σεπτεμβρίου 1978

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ	ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ	ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ	ΓΙΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ
ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ	ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΝΙΑΝΙΑΣ	ΜΙΑΤΙΑΔΗΣ ΕΒΕΡΤ
ΕΜΠΟΡΙΟΥ	ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΕΩΡΓ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ	ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

PROCES – VERBAL

de la 8ème Session de la Commission Mixte Interministérielle GRECO – YUGOSLAVE

La Commission Mixte Interministérielle Gréco – Yougoslave s'est réunie pour la 8ème fois à Beograd du 9 au 12 octobre 1978.

La Délégation hellénique a été présidée par S.E. M. Georges Contogeorgis, Ministre sans portefeuille, chargé des relations avec les Communautés Européennes, et la Délégation yougoslave par S.E. M. Svetozar Pepovski, Membre du Conseil Exécutif Fédéral.

Les listes des membres des deux Délégations figurent aux annexes I et II du présent Procès – Verbal.

Avant l'ouverture de la session, les 5 Sous - commissions suivantes se sont réunies à Beograd :

1. Sous - commission pour les échanges commerciaux.
2. Sous - commission pour la coopération industrielle.
3. Sous - commission pour l'agriculture.
4. Sous - commission pour les transports et les communications.
5. Sous - commission pour la coopération scientifique et technique.

Les deux Délégations ont tout d'abord fait le bilan des réalisations qui ont eu lieu depuis la dernière session de la Commission Mixte Interministérielle en rapport avec les décisions et recommandations formulées à cette occasion.

La Commission Interministérielle, après avoir pris note des exposés des chefs des Sous - commission sur les résultats des travaux dans leurs domaines respec-

tifs, a passé en revue, en séances plénières toutes les questions qui faisaient l'objet de son ordre du jour et est arrivée aux conclusions suivantes :

I. ECHANGES COMMERCIAUX

Les deux Parties ont analysé en détail l'évolution des échanges commerciaux mutuels et en ont conclu que le volume total de ces échanges est en accroissement considérable. Elles ont constaté que, malgré les différences dans les données statistiques du commerce extérieur, le taux d'accroissement des échanges commerciaux réciproques, au cours de l'année 1977, et en particulier les exportations yougoslaves vers la Grèce, ont augmenté. D'autre part, vu l'accroissement des exportations yougoslaves, la question du déficit grec reste ouverte ainsi que la nécessité de le diminuer.

En ce qui concerne l'évolution des échanges commerciaux pendant le premier semestre de l'année en cours, une augmentation considérable des exportations yougoslaves vers la Grèce et un recul des exportations grecques vers la Yougoslavie ont été constatés, ce qui a eu pour conséquence une détérioration remarquable de la balance commerciale.

La Délégation hellénique a indiqué à ce propos que de nombreux produits grecs, qui étaient auparavant traditionnellement exportés vers la Yougoslavie, ont cessé de l'être pendant la susdite période, tandis que l'exportation d'autres produits a considérablement diminué.

Tenant compte de ce qui précède, la Partie yougoslave a informé la Partie hellénique de ses besoins d'importation de certains produits jusqu'à la fin de cette année et elle a demandé à la Partie hellénique d'examiner les possibilités de livrer ces produits à la Yougoslavie et de l'en informer. La Partie hellénique a fourni des renseignements concernant les possibilités actuelles.

D'autre part, sur demande de la Partie Yougoslave, la Partie hellénique lui a livré une liste additionnelle des produits grecs disponibles à l'exportation. Cette liste sera examinée par la Partie Yougoslave afin de procéder à des importations qui contribueront à l'élimination du déficit de la balance commerciale le plus tôt possible.

Prenant en considération le développement marqué et les perspectives potentielles, les deux Parties ont exprimé le désir de déployer des efforts plus actifs dans les meilleurs délais tant pour l'augmentation du volume total que pour la diversification de la structure des échanges commerciaux et leur évolution plus harmonieuse.

Les deux Délégations ont exprimé leur volonté de faire le maximum d'efforts pour surmonter les difficultés existantes et à cette fin apporter leur appui aux hommes d'affaires des deux pays dans le cadre des échanges des missions des Chambres de Commerce.

Trafic frontalier de marchandises

La Délégation yougoslave a réitéré sa proposition d'examiner la possibilité de conclure un accord sur les trafic frontalier de marchandises et des arrangements directs entre les foires des deux pays, ainsi que de créer une zone libre commune. Elle a exposé tous les avantages qu'à son avis de tels accords présenteraient pour les échanges commerciaux en général et particulièrement dans la région frontalière.

La Délégation hellénique a exposé de nouveau les raisons qui ne permettent pas à la Partie hellénique d'accepter de tels accords et arrangements, raisons qui restent toujours valables.

Convention pour éviter la double imposition

Les deux Parties ont décidé de continuer des contacts entre les Ministères des Finances des deux pays, afin d'étudier la possibilité de conclure une convention pour éviter la double imposition sur le revenu et le capital.

Les Ministères en question s'entendront sur l'échange des textes jugés utiles à cette fin, y compris les textes législatifs.

II. COOPERATION INDUSTRIELLE

Les deux Parties ont convenu qu'un certain progrès a été atteint dans le domaine de la coopération industrielle au cours de la période entre les deux sessions de la Sous - commission de coopération industrielle.

Les deux Parties ont procédé à des échanges d'informations sur le développement économique dans leurs pays respectifs, ainsi que sur la promotion de la coopération industrielle et les processus régissant ce genre de coopération.

Les deux Parties ont analysé les résultats obtenus entre les deux sessions de la Sous - commission et ont constaté qu'au cours de cette période deux accords de coopération ont été signés entre des firmes grecques et des organisations de travail associé yougoslaves.

Les deux Parties ont également constaté qu'il existe une vive activité en vue de rechercher des possibilités de développer la coopération industrielle entre les deux pays dans divers domaines.

Les deux Parties se sont mises d'accord qu'il existe des possibilités réelles de coopération dans des marchés tiers et à cette fin elles vont entreprendre des efforts conjoints.

III. AGRICULTURE

Les deux Parties ont constaté que la coopération agricole a continué de se développer, surtout dans le domaine des céréales où un contrat a été signé, et que les conventions bilatérales en vigueur dans ce domaine ont été appliquées.

Les deux Parties se sont mises d'accord pour examiner les possibilités de développer et d'élargir la coopération dans les domaines suivants :

Production végétale (fruits à noyau, horticulture, plantes médicinales, herbes odoriférantes) ;

élevage (bovins, moutons, porcs, prisciculture) ;

- médecine vétérinaire, sylviculture, association coopérative en agriculture, organisation bancaire dans le domaine de l'agriculture, ainsi que modernisation des conventions concernant les plantes et la médecine vétérinaire.

Les services compétents, organisations, institutions en instituts des deux pays prendront en considération les possibilités d'élargir la coopération dans les domaines susmentionnés et établiront les programmes concrets de cette coopération.

IV. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Les deux Parties se sont mises mutuellement au courant des problèmes pendans dans le domaine des transports et elles ont recommandé que l'on continue de travailler pour trouver les solutions acceptables aux deux Parties.

V. COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Les deux Parties ont constaté le progrès satisfaisant enregistré en 1978 en matière de coopération scientifique et technique. Le nombre des programmes de recherche s'est accru et celui des visites a plus que triplé en 1978 par rapport à 1977, alors qu'en même temps on a en-

tamé une nouvelle forme de coopération à savoir la réalisation de programmes de recherche communs, qui constituent le but essentiel des efforts entrepris par les deux Parties.

Les deux Parties se sont ensuite mises d'accord sur le programme de 1979, et, afin d'établir une coopération encore plus étroite dans les domaines de la science et de la recherche, elles se sont efforcées de répartir les échanges de scientifiques de façon plus rationnelle parmi les instituts des deux pays et d'atteindre le maximum de 11 mois, prévu par l'«Accord sur les échanges de scientifiques et chercheurs», du 17 Avril 1976, ce qui constitue le double du nombre total des visites organisées pour 1978. Elles ont également noté avec satisfaction que les sujets proposés par les deux Parties reflétaient, dans la plupart des cas, des intérêts similaires

VI. COOPERATION DANS LE DOMAINE DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

Les deux Parties ont exprimé leur satisfaction pour le développement favorable de la coopération dans ce domaine et se sont mises d'accord pour que la prochaine session de la Commission mixte pour l'hydroéconomie ait lieu au début de l'année 1979.

VII. OLEODUC

Les deux Parties se sont informées des questions pendantes concernant le projet d'oléoduc et se sont mises d'accord pour continuer les efforts afin de trouver des solutions acceptables aux deux Parties.

VIII. TOURISME

La Commission a exprimé son appréciation pour les travaux de la Commission Mixte pour le développement du tourisme, ainsi que les mesures prises afin de poursuivre l'intensification du mouvement touristique mutuel, de même que pour attirer des touristes de pays tiers.

Dans le but de promouvoir la coopération dans les domaines économique et touristique, les deux Parties appuient les efforts des organes compétents des deux pays en vue de simplifier les formalités de visas.

IX. DIVERS

Pendant la période entre deux sessions, les présidents, les vice - présidents, les chefs des Sous - commissions et les Sous - commissions pourront se rencontrer sur l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, dans le but d'examiner des questions de la compétence de la Commission.

La Commission recommande que les deux Parties continuent leurs efforts pour régler la question des droits et intérêts.

Les communications entre les deux Parties pour l'application des dispositions du présent Procès - Verbal se feront par voie diplomatique.

Les deux Délégations se sont montrées particulièrement satisfaites du climat de compréhension et d'étroite coopération dans lequel se sont déroulées leurs conversations.

Fait à Beograd, le 12 octobre 1978, en double exemple, en langue française, faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique Pour le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie

Georges Contogeorgis

Svetozar Pepovski

ANNEXE I

L I S T E DE LA DELEGATION HELLENIQUE

PRESIDENT :

M. Georges CONTOGEORGIS, Ministre sans portefeuille, Chargé des Relations avec les Communautés Européennes.

VICE - PRESIDENT :

M. Stavros DIMAS, Sous - Secrétaire du Ministère de la Coordination.

MEMBRES :

Marcos ECONOMIDES, Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général des Affaires Economiques au Ministère des Affaires Etrangères.

Charalambos MITSOTAKIS, Directeur Général au Ministère de l'Industrie et de l'Energie.

Antonios MERKOURIS, Directeur Général honoraire du Ministère du Commerce.

Emmanuel GHIKAS, Premier Conseiller d'Ambasade du Ministère des Affaires Etrangères.

Georges BOUNTONAS, Directeur Général Adjoint au Ministère de l'Agriculture.

Nicolaos LADOPoulos, Conseiller à l'Ambassade de Grèce à Belgrade.

Vassilios KARAVIAS, Directeur au Ministère de la Coordination.

Théodoros CHALKIPOULOS, Collaborateur Juridique au Ministère des Affaires Etrangères.

Georges PAPADIMITRIOU, Directeur au Ministère de l'Industrie.

Jean KARAYORGAS, Directeur au Ministère des Communications.

Andreas PEPPONIS, Conseiller Commercial auprès de l'Ambassade de Grèce à Belgrade.

Charalambos DIMITRIOU, Attaché d'Ambassade.

Dimosthenis SKARIMBAS, Economiste, Ministère de la Coordination.

Annita MAVROMICHALI, Secrétaire Commerciale auprès de l'Ambassade de Grèce à Belgrade.

EXPERTS :

Georges ARGUROPOULOS, Chef du Service de la Recherche Scientifique et Technique.

Nicolas TSAGRIDIS, Président du Conseil National de l'Energie.

Jean LAMBROS, Gouverneur des Chemins de fer helléniques.

Georges SOTIROPOULOS, Sous - Directeur à la Banque de Grèce.

ANNEXE II

L I S T E DE LA DELEGATION YUGOSLAVE

PRESIDENT :

Svetozar PEPOVSKI, Membre du Conseil Exécutif Fédéral

VICE - PRESIDENT :

Aleksandar DRLJACA, Conseiller du Conseil Exécutif Fédéral

MEMBRES :

Zoran NASTIC, Membre du Conseil Exécutif de la République Socialiste de Serbie

Milan HORVAT, Membre du Conseil Exécutif de la République Socialiste de Macédoine

Djuro PODUNAVAC, Président adjoint du Comité Fédéral de l'Industrie et l'Energie

Keti COMOVSKA, Président adjoint du Comité Fédéral du Transport et des Communications

Sokolj NIMANI, Président adjoint du Comité Fédéral de l'Agriculture

Dusan NEJKOV, Fonctionnaire au Conseil Exécutif Fédéral

Ljuba RELJIC, Directeur général adjoint dans l'Office Fédéral de la coopération scientifique, éducative culturelle et technique internationale

Vera PEJNOVIC, Directeur du Département au Secrétariat Fédéral du Commerce Extérieur

Miodrag KELIC, Conseiller Economique auprès de l'Ambassade de la RSF de Yougoslavie à Athènes

Petronije STANOJEVIC, Conseiller au Secrétariat Fédéral des Affaires Etrangères

Trifun VICTOSEVIC, Délégué de la Chambre Economique de Yougoslavie à Athènes

Dinka VESELINOVIC, Conseiller à la Chambre Economique de Yougoslavie

Boro RIKALOVSKI, Directeur de la Raffinerie en construction, Skopje

SECRETAIRE :

Jerka STOJILJKOVIC, Conseiller au Sécrétariat Fédéral du Commerce Extérieur

INTERPRETE :

Kalina KARADZOVA

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

Τής 8ης Συνόδου της Μικτής ΕΛΛΗΝΟ-ΓΙΟΥΓΚΟ-ΣΛΑΒΙΚΗΣ Διυπουργικής Έπιτροπής.

Η Μικτή Ελληνο-Γιουγκοσλαβική Διυπουργική Έπιτροπή συνῆλθε διὰ 8ην φοράν εἰς Μπέογκραντ ἀπὸ τῆς 9ης μέχρι τῆς 12ης Οκτωβρίου 1978.

Τής Ελληνικής Αντιπροσωπείας προήδρευσεν ή Α.Ε. δ Γεώργιος Κοντογεώργης, Ύπουργός ἀνευ χαρτοφυλακίου, ἀρμόδιος διὰ τὰς σχέσεις μετὰ τῶν Εύρωπαϊκῶν Κοινοτήτων, τής δὲ Γιουγκοσλαβικής Αντιπροσωπείας ή Α.Ε. δ SVETOZAR PEPOVSKI, Μέλος τοῦ Ομοσπονδιακοῦ Εκτελεστικοῦ Συμβουλίου.

Οι κατάλογοι τῶν μελῶν τῶν δύο Αντιπροσωπειῶν περιλαμβάνονται εἰς τὰ παραχρήματα Α' καὶ Β' τοῦ παρόντος Πρακτικοῦ.

Πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς συνόδου, αἱ 5 ἀκόλουθοι Υποεπιτροπαὶ συνῆλθον εἰς Μπέογκραντ :

1. Υποεπιτροπὴ διὰ τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς.
2. Υποεπιτροπὴ διὰ τὴν βιομηχανικὴν συνεργασίαν.
3. Υποεπιτροπὴ διὰ τὴν γεωργίαν.
4. Υποεπιτροπὴ διὰ τὰς μεταφορὰς καὶ τὰς συγκοινωνίας.
5. Υποεπιτροπὴ διὰ τὴν ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν.

Αἱ δύο Αντιπροσωπεῖαι ἔκαμον κατὰ πρῶτον τὸν ἀπολογισμὸν τῶν ἐπιτεύξεων αἱ ὅποιαι ἔλαβον χώραν ἀπὸ τῆς προηγουμένης συνόδου τῆς Μικτῆς Διυπουργικῆς Έπιτροπῆς ἐν σχέσει πρὸς τὰς διατυπωθείσας ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ ταύτη ἀποφάσεις καὶ συστάσεις.

Η Διυπουργικὴ Έπιτροπή, ἀφοῦ ἔλαβε σημείωσιν τῶν ἐκθέσεων (EXPOSES) τῶν προέδρων τῶν Υποεπιτροπῶν δυον ἀφορᾶ τὰ ἀποτελέσματα τῶν ἔργασιῶν εἰς τοὺς οἰκείους αὐτῶν τομεῖς, προέβη εἰς ἐπιθεώρησιν, εἰς δλομελεῖς συνεδριάσεις, ὅλων τῶν θεμάτων τὰ ὅποια ἀπετέλουν τὸ ἀντικείμενον τῆς ἡμερησίας αὐτῆς διατάξεως καὶ κατέληξεν εἰς τὰ ἀκόλουθα συμπεράσματα.

Α'. ΕΜΠΟΡΙΚΑΙ ΑΝΤΑΛΛΑΓΑΙ

Τὰ δύο Μέρη ἀνέλυσαν λεπτομερῶς τὴν ἐξέλιξιν τῶν ἀμοιβαίων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ συνεπέρανταν ὅπει

συνολικὸς δῆμος τῶν ἐν λόγῳ ἀνταλλαγῶν αὐξάνεται σημαντικῶς.

Διεπίστωσαν δτι, πρὸς τὰς διαφορὰς εἰς τὰ στατιστικὰ δεδομένα τοῦ ἐξωτερικοῦ ἐμπορίου, τὸ ποσοστὸν αὐξήσεως τῶν ἀμοιβαίων ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἔτους 1977, καὶ ἰδίᾳ αἱ πρὸς τὴν Ἐλλάδα γιουγκοσλαβικαὶ ἐξαγωγαὶ, ηγέηθησαν. 'Αφ' ἐτέρου, ἐνεκα τῆς αὐξήσεως τῶν γιουγκοσλαβικῶν ἐξαγωγῶν, τὸ ζήτημα τοῦ ἐλληνικοῦ ἐλλείμματος παραμένει ἀνοικτόν, ὡς ἐπίσης καὶ ἡ ἀνάγκη μειώσεως αὐτοῦ.

"Οσον ἀφορᾶ τὴν ἐξέλιξιν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πρώτου ἐξαμήνου τοῦ τρέχοντος ἔτους, διεπιστώθησαν σημαντικὴ αὔξησις τῶν πρὸς τὴν Ἐλλάδα γιουγκοσλαβικῶν ἐξαγωγῶν καὶ μείωσην τῶν πρὸς τὴν Γιουγκοσλαβίαν ἐλληνικῶν ἐξαγωγῶν τοῦθ' ὅπερ ἔσχεν ὡς συνέπειαν μίαν σημαντικὴν ἐπιδείνωσιν τοῦ ἐμπορικοῦ ἴσοζυγου.

'Η Ἐλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ὑπέδειξεν ὡς πρὸς αὐτὸν πολυάριθμα ἐλληνικὰ προϊόντα, τὰ διπλανὰ παράδοσιν ἔχγοντο πρότερον μὲ κατεύθυνσιν τὴν Γιουγκοσλαβίαν, ἐπαυσαν ἐξαγόρμενα κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς προαναφερομένης περιόδου, ἐνῷ ἡ ἐξαγωγὴ ὅλων προϊόντων ἐμειώθη σημαντικῶς.

Λαμβάνοντας ὑπὸ ὄψιν τὰ ἀνωτέρω, ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ἐπληροφόρησε τὴν Ἐλληνικὴν πλευρὰν περὶ τῶν ἀναγκῶν αὐτῆς διὰ τὴν εἰσαγωγὴν ὡρισμένων προϊόντων μέγρι τοῦ τέλους τοῦ παρόντος ἔτους καὶ ἐζήτησε παρὰ τῆς Ἐλληνικῆς πλευρᾶς ὅπως ἐξετάσῃ τὰς δυνατότητας νὰ παραδώσῃ τὰ προϊόντα ταῦτα εἰς τὴν Γιουγκοσλαβίαν καὶ νὰ πληροφορήσῃ αὐτὴν περὶ τούτου. 'Η Ἐλληνικὴ πλευρὰ παρέσχε πληροφορίας δσον ἀφορᾶ τὰς ἐνεστώσας δυνατότητας.

'Αφ' ἐτέρου, κατ' αἰτησιν τῆς Γιουγκοσλαβικῆς πλευρᾶς, ἡ Ἐλληνικὴ πλευρὰ παρέδωσεν εἰς αὐτὴν συμπληρωματικὸν κατάλογον τῶν πρὸς ἐξαγωγὴν διαθεσίμων ἐλληνικῶν προϊόντων. 'Ο κατάλογος οὗτος θέλει ἐξετασθῆν ὑπὸ τῆς Γιουγκοσλαβικῆς πλευρᾶς, ἵνα αὐτὴ προβῇ εἰς εἰσαγωγάς αἱ ὅποιαι θὰ συμβάλουν εἰς τὴν ἐξάλειψιν τοῦ ἐλλείμματος τοῦ ἐμπορικοῦ ἴσοζυγου δσον τὸ δυνατόν ταχύτερον.

Λαμβάνοντας ὑπὸ ὄψιν τὴν ἀξιόλογον ἀνάπτυξιν καὶ τὰς δυνητικὰς προοπτικάς, τὰ δύο Μέρη ἐξέφρασαν τὴν ἐπιθυμίαν τῶν ὅπως ἀναπτύξουν περισσότερον δραστηρίας προσπαθείας ἐντὸς τῶν προσφορωτέρων προθεσμιῶν, τόσον διὰ τὴν αὐξήσην τοῦ συνολικοῦ ὅγκου δσον καὶ διὰ τὴν ποικιλίαν τῆς δομῆς τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τὴν πλέον ἀρμονικὴν ἐξέλιξιν τῶν.

Αἱ δύο Αντιπροσωπεῖαι ἐξέφρασαν τὴν θέλησιν αὐτῶν δπως καταβάλουν τὸ ἀνώτατον δρίον προσπαθείων διὰ νὰ ὑπερβῶσι τὰς ὑφισταμένας δυσχερείας καὶ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον νὰ παρέχουν τὴν πόστηριξέν των εἰς τοὺς ἐπιχειρηματίας (HOMMES D'AFFAIRES) ἀμφοτέρων τῶν χωρῶν ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἀνταλλαγῶν τῶν ἀποστολῶν (MISSIONS) τῶν ἐμπορικῶν ἐπιμελητηρίων.

Μεθοριακὴ διακίνησις τῶν ἐμπορευμάτων.

'Η Γιουγκοσλαβικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐπανέλαβε τὴν πρότασίν της δπως ἐξετάσῃ τὴν δυνατότητα τῆς συνάψεως συμφωνίας ἀφορώσης εἰς τὴν μεθοριακὴν διακίνησιν τῶν ἐμπορευμάτων καὶ ἀπ' εὐθείας συνεννοήσεις μεταξὺ τῶν ἐμποροπανγύρων (FOIRES) τῶν δύο χωρῶν, ὡς καὶ τὴν δυνατότητα δημιουργίας κοινῆς ἐλευθέρας ζώνης. 'Εξέθεσε δλα τὰ πλεονεκτήματα τὰ δποῖα τοιαῦται συμφωνίας θὰ παρουσίαζον διὰ τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς ἐν γένει καὶ ἰδίως εἰς τὴν μεθοριακὴν περιοχὴν.

'Η Ἐλληνικὴ Αντιπροσωπεία ἐξέθεσεν ἐκ νέου τοὺς λόγους οἱ δποῖοι δὲν ἐπιτρέπουν εἰς τὴν Ἐλληνικὴν πλευρὰν νὰ δεχθῇ τοιαῦταις συμφωνίας καὶ συνεννοήσεις, λόγοι οἱ δποῖοι ίσχύουν πάντοτε.

Σύμβασις πρὸς ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας.

Τὰ δύο Μέρη ἀπεφάνισαν νὰ συνεχίσουν τὰς ἐπαφὰς μεταξὺ τῶν Υπουργείων, Οἰκονομικῶν, τῶν δύο χωρῶν,

πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ μελετήσουν τὴν δυνατότητα συνάψεως συμβάσεως πρὸς ἀποτροπὴν τῆς διπλῆς φορολογίας τοῦ εἰσοδήματος καὶ τοῦ κεφαλαίου.

Τὰ ἐν λόγῳ Ὑπουργεῖα θὰ συνεννοηθοῦν ὅσον ἀφορᾶ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν κειμένων τὰ ὅποια θὰ κριθοῦν ὡς χρήσιμα πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, συμπεριλαμβανομένων τῶν νομοθετικῶν κειμένων.

B'. ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Τὰ δύο Μέρη συνεφώνησαν ἐπὶ τοῦ ὅτι ὡρισμένη πρόσοδος συνετελέσθη εἰς τὸν τομέα τῆς βιομηχανικῆς συνεργασίας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου ἡ ὅποια ἔμεσολάβησε μεταξὺ τῶν δύο συνόδων τῆς Ὑποεπιτροπῆς βιομηχανικῆς συνεργασίας.

Τὰ δύο Μέρη προέβησαν εἰς ἀνταλλαγὰς πληροφοριῶν περὶ τῆς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως εἰς τὰς οἰκείους αὐτῶν χώρας, ὡς ἐπίσης καὶ περὶ τῆς πρωσθήσεως τῆς βιομηχανικῆς συνεργασίας καὶ πορείας ἡ ὅποια θὰ πρέπει νὰ ἀκολουθηθῇ διὰ τὸ εἶδος τοῦτο συνεργασίας.

Τὰ δύο Μέρη ἀνέλυσαν τὰ μεταξὺ τῶν δύο συνόδων τῆς Ὑποεπιτροπῆς ἐπιτευχθέντα ἀποτελέσματα καὶ διεπίστωσαν ὅτι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου ταύτης δύο συμφωνίαι συνεργασίας ὑπεγράφησαν μεταξὺ ἐλληνικῶν ἐπιγειρήσεων καὶ γιουγκοσλαβικῶν ὄργανώσεων συνεργασίας (ORGANISATIONS DE TRAVAIL ASSOCIE).

Τὰ δύο Μέρη διεπίστωσαν ἐπίσης τὴν ὕπαρξιν ἐντόνου δραστηριότητος πρὸς ἀναζήτησιν τῶν δυνατοτήτων ἀναπτύξεως τῆς βιομηχανικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν εἰς διαφόρους τομεῖς.

Τὰ δύο Μέρη εὑρέθησαν σύμφωνα ὅτι ὑφίστανται πραγματικαὶ δυνατότητες συνεργασίας εἰς τρίτας ἀγορὰς (MARCHES TIERS) καὶ πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν θὰ ἀποδυθοῦν εἰς κοινὰς προσπαθείας.

G'. ΓΕΩΡΓΙΑ

Τὰ δύο Μέρη διεπίστωσαν ὅτι ἡ γεωργικὴ συνεργασία ἔργοιολούθησε νὰ ἀναπτύσσεται, ἰδίως εἰς τὸν τομέα τῶν δημητριακῶν, ἔνθα ὑπεγράφη συμβόλαιον, καὶ ὅτι αἱ ἐν ἴσχυι διμερεῖς συμβάσεις αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὸν τομέα τοῦτον, ἔφηρυμόθησαν.

Τὰ δύο Μέρη συνεφώνησαν νὰ ἔξετάσουν τὰς δυνατότητας νὰ ἀναπτύξουν καὶ διευρύνουν τὴν συνεργασίαν εἰς τοὺς ἐξῆς τομεῖς :

— φυτοπαραγωγὴ (πυρηνοφόροι καρποί, κηπουρική, φαρμακευτικά φυτά, ἀρωματικαὶ βοτάναι),

— κτηνοτροφία (βοώδη, πρόβατα, χοῖροι, ἰχθυοτροφία),

— κτηνιατρική, δασοκομία, συνεργατικὸς συνεταιρισμὸς εἰς τὴν γεωργίαν, τραπεζιτικὴ διοργάνωσις εἰς τὸν τομέα τῆς γεωργίας, καθὼς καὶ ἐκσυγχρονισμὸς τῶν ἀφορωσῶν τὰ φυτὰ καὶ τὴν κτηνιατρικήν.

Αἱ ἀρμόδιαι ὑπηρεσίαι, αἱ ὄργανώσεις, τὰ ἰδρύματα καὶ τὰ ἵνστιτούτα τῶν δύο χωρῶν θὰ λάβουν ὑπὲρ τὰς δυνατότητας διευρύνσεως τῆς συνεργασίας εἰς τοὺς προαναφερομένους τομεῖς καὶ νὰ καταρτίσουν τὰ συγκεκριμένα προγράμματα τῆς συνεργασίας ταύτης.

D'. ΜΕΤΑΦΟΡΑΙ ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΑΙ

Τὰ δύο Μέρη κατέστησαν ἀμοιβαίως ἐνήμερα τῶν ἐκκρεμῶν εἰς τὸν τομέα τῶν μεταφορῶν προβλημάτων καὶ συνέστησαν τὴν συνέχισιν τῆς ἐργασίας πρὸς ἔξεύρεσιν παραδεκτῶν εἰς ἀμφότερα τὰ Μέρη λύσεων.

E'. ΕΠΙΣΤΗΜΟΝΙΚΗ ΚΑΙ ΤΕΧΝΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Τὰ δύο Μέρη διεπίστωσαν τὴν ἐκανοποιητικὴν πρόσοδον ἡ ὅποια παρετηρήθη τὸ 1978 δσον ἀφορᾶ τὴν ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν.

Οἱ ἀρμόδιαι τῶν προγραμμάτων ἐρευνῶν ἡγεμόνη καὶ ἐκεῖνος τῶν ἐπισκέψεων πλέον ἡ ἐτριπλασιάσθη κατὰ τὸ 1978 ἐν συγκρίσει πρὸς τὸ 1977, ἐνῶ ταυτοχρόνως ἐγένετο ἔναρξις μᾶς νέας μορφῆς συνεργασίας, ἥτοι ἡ πραγματοποίησης κοινῶν προγραμμάτων ἐρευνῶν, τὰ ὅποια συνεπούν

τὸν οὐσιώδη σκοπὸν τῶν ἀναληφθεῖσῶν ὑπὸ τῶν δύο Μέρων προσπαθειῶν.

Τὰ δύο Μέρη συνεφώνησαν ἀκολούθως ἐπὶ τοῦ προγράμματος τοῦ 1979 καὶ, πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ ἐγκαταστήσουν μίαν ἔτι στενωτέραν συνεργασίαν εἰς τὸν τομέα τῆς ἐπιστήμης καὶ τῆς ἐσόδου, κατέβαλον προσπάθειαν ὅπως κατανείμουν κατὰ τὴν πλέον ὀρθολογικὸν τὰς ἀνταλλαγὰς μελετητῶν τῶν φυσικῶν ἐπιστημῶν διὰ τὸ 1978 ἐπισκέψεων. Ἐσημείωσαν ἐπίσης μεθ' ἵνανοποιήσεως ὅτι τὰ πρωτιστότερα ὑπὸ τῶν δύο Μέρων θέματα ἀντικατόπτριζον, εἰς τὰς περισσοτέρας τῶν περιπτώσεων, παρεμφερῆ ἐνδιαφέροντα.

ΣΤ' ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΕΙΣ ΤΟΝ ΤΟΜΕΑ ΤΩΝ ΣΧΕΔΙΩΝ ΑΝΑΠΤΥΞΕΩΣ

Τὰ δύο Μέρη ἔξεφρασαν τὴν ἐκανοποιήσιν τῶν διὰ τὴν εὐνοϊκὴν ἀνάπτυξιν τῆς συνεργασίας εἰς τὸν τομέα τοῦτο καὶ ἔμειναν σύμφωνα ἵνα ἡ προσεχῆς σύνοδος τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ὑδροοικονομίαν λέξῃ, γωρῶν εἰς τὰς ἀρχὰς τοῦ ἔτους 1979.

Z'. ΠΕΤΡΕΛΑΙΟΑΓΩΓΟΣ

Τὰ δύο Μέρη ἐνημερώθησαν ἐπὶ τῶν ἀφορώντων τὸν πετρελαιοαγωγὸν ἐκκρεμῶν ζητημάτων καὶ συνεφώνησαν ὅπως συνεχίσουν τὰς προσπαθείας πρὸς ἔξεύρεσιν λύσεων παραδεκτῶν εἰς ἀμφότερο τὰ Μέρη.

H'. ΤΟΥΡΙΣΜΟΣ

‘Η Ἐπιτροπὴ ἔξεφρασε τὴν ἐκτίμησιν κύτης διὰ τὰς ἐργασίας τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ τουρισμοῦ ὡς ἐπίσης καὶ διὰ τὰ ληφθέντα μέτρα διὰ τὴν συνέχισιν τῆς ἐντατικοποίησεως τῆς ἀμοιβαίκης τουριστικῆς κινήσεως, ὡς ἐπίσης καὶ διὰ τὴν προσέλκυσιν περιηγητῶν τρίτων γωρῶν.

Πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ πρωσθήσουν τὴν συνεργασίαν εἰς τὸν οἰκονομικὸν καὶ τὸν τουριστικὸν τομέα, τὰ δύο Μέρη παρέχουν τὴν ὑποστήριξιν τῶν εἰς τὰς προσπαθείας τῶν συμβούλων τῶν δύο χωρῶν διὰ τὴν ἀπλούστευσιν τῶν δικτυώσεων τῶν θεωρήσεων (VISAS).

Θ'. ΔΙΑΦΟΡΑ

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν μεταξὺ τῶν δύο συνόδων περιόδων, οἱ πρόεδροι, οἱ ἀντιπρόεδροι, οἱ πρόεδροι τῶν Ἱποεπιτροπῶν καὶ αἱ Ὕποεπιτροπαὶ θὰ δύνανται νὰ συναντῶνται, τῇ πρωτοβουλίᾳ τοῦ ἔνδος ἢ τοῦ ἔτέρου τῶν Μέρων, πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ ἔξετάζουν ζητήματα πάχυμενα εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῆς Ἐπιτροπῆς.

‘Η Ἐπιτροπὴ συνιστᾷ δύος ἀμφότερα τὰ Μέρη, συνεχίσουν τὰς προσπαθείας των διὰ τὸν διακκονισμὸν τοῦ ζητήματος τῶν δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων.

Αἱ κοινοποιήσεις (COMMUNICATIONS) μεταξὺ τῶν δύο Μέρων διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος πρωτικοῦ θὰ γίνωνται διὰ τὴν ἀπλωματικῆς ὁδοῦ.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαν ἔφάνησαν ἰδιαιτέρως ἐκανοποιημέναι ἐκ τοῦ κλίματος κατανοήσεως καὶ στενῆς συνεργασίας εἰς τὸ ὄποιον ἔξεταλιγθησαν αἱ συνομιλίαι των.

‘Ἐγένετο εἰς Μπεογκράντ, τὴν 12ην Οκτωβρίου 1978, εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν. ἀμφοτέρων τῶν ἀντιγράφων ἔχόντων τὴν αὐτὴν ἴσγύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ‘Ελληνικῆς Δημοκρατίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ‘Ομοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας

(ὑπογραφή).
ΓΙΑΝΝΗΣ ΚΟΝΤΟΓΕΩΡΓΗΣ - Svetozar Pepevski.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α'

ΚΑΤΑΛΟΓΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

ΠΡΟΕΔΡΟΣ :

Κος Γεώργιος ΚΟΝΤΟΓΕΩΡΓΗΣ, 'Υπουργός όντες χαρτοφυλακίου δρμόδιος διὰ τὰς σχέσεις μετά τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων.

ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

Κος Σταύρος ΔΗΜΑΣ, 'Υψηπουργός τοῦ 'Υπουργείου Συντονισμού.

ΜΕΛΗ :

Μᾶρκος ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ, Πληρεξούσιος 'Υπουργός, Γενικὸς Διευθυντής τῶν Οἰκονομικῶν 'Υποθέσεων εἰς τὸ 'Υπουργεῖον 'Εξωτερικῶν.

Χαράλαμπος ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, Γενικὸς Διευθυντής εἰς τὸ 'Υπουργεῖον Βιομηχανίας καὶ Ενεργείας.

'Αντώνιος ΜΕΡΚΟΥΡΗΣ, ἐπίτιμος Γενικὸς Διευθυντής τοῦ 'Υπουργείου Εμπορίου.

'Εμμανουὴλ ΓΚΙΑΚΑΣ, Πρώτος Σύμβουλος Πρεσβείας τοῦ 'Υπουργείου 'Εξωτερικῶν.

Γεώργιος ΜΠΟΥΝΤΟΝΑΣ, 'Αναπληρωτής Γενικὸς Διευθυντής εἰς τὸ 'Υπουργεῖον Γεωργίας.

Νικόλαος ΛΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, Σύμβουλος παρὰ τῇ 'Ελληνικῇ Πρεσβείᾳ εἰς Βελγιαράδιον.

Βασίλειος ΚΑΡΑΒΙΑΣ, Διευθυντής εἰς τὸ 'Υπουργεῖον Συντονισμού.

Θεόδωρος ΧΑΛΚΙΟΠΟΥΛΟΣ, Νομικὸς Συνεργάτης εἰς τὸ 'Υπουργεῖον 'Εξωτερικῶν.

Γεώργιος ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, Διευθυντής εἰς τὸ 'Υπουργεῖον Βιομηχανίας.

'Ιωάννης ΚΑΡΑΓΕΩΡΓΑΣ, Διευθυντής εἰς τὸ 'Υπουργεῖον Συγκοινωνιῶν.

'Ανδρέας ΠΕΠΟΝΗΣ, 'Εμπορικὸς Σύμβουλος παρὰ τῇ 'Ελληνικῇ Πρεσβείᾳ εἰς Βελγιαράδιον.

Χαράλαμπος ΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, 'Ακόλουθος Πρεσβείας Δημοσθένης ΣΚΑΡΙΜΠΑΣ, Οἰκονομολόγος, 'Υπουργεῖον Συντονισμού.

'Αννίτα ΜΑΪΡΟΜΙΧΑΛΗ, 'Εμπορικὴ Γραμματεὺς παρὰ τῇ 'Ελληνικῇ Πρεσβείᾳ Βελγιαράδιον.

ΕΜΠΕΙΡΟΓΝΩΜΟΝΕΣ :

Γεώργιος ΑΡΓΥΡΟΠΟΥΛΟΣ, Προϊστάμενος τῆς 'Υπηρεσίας 'Επιστημονικῆς καὶ Τεχνικῆς Ερεύνης.

Νικόλαος ΤΣΑΓΡΙΔΗΣ, Πρόεδρος τοῦ 'Εθνικοῦ Συμβουλίου Ενεργείας.

'Ιωάννης ΛΑΜΠΡΟΣ, Διοικητής τῆς 'Ελληνικῶν Σιδηροδρόμων.

Γεώργιος ΣΩΤΗΡΟΠΟΥΛΟΣ, 'Υποδιευθυντής εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς 'Ελλάδος.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β'

ΚΑΤΑΛΟΓΟΣ
ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΪΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

ΠΡΟΕΔΡΟΣ :

SVETOZAR REPOVSKI, Μέλος τοῦ 'Ομοσπονδιακοῦ Εκτελεστικοῦ Συμβουλίου.

ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ :

ALEKSANDAR DRLJACA, Σύμβουλος τοῦ 'Ομοσπονδιακοῦ Εκτελεστικοῦ Συμβουλίου.

ΜΕΛΗ :

ZORAN MASTIC, Μέλος τοῦ 'Εκτελεστικοῦ Συμβουλίου τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Σερβίας.

MILAN HORVAT, Μέλος τοῦ 'Εκτελεστικοῦ Συμβουλίου τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Μακεδονίας.

DJURO PODUNAVAC, 'Αναπληρωτής Πρόεδρος τοῦ 'Ομοσπονδιακοῦ Συμβουλίου Βιομηχανίας καὶ Ενεργείας.
KETI COMOVSKA, 'Αναπληρωτής Πρόεδρος τοῦ 'Ομοσπονδιακοῦ Συμβουλίου Μεταφορᾶς καὶ Συγκοινωνιῶν.

SOKOLJ NIMANI, 'Αναπληρωτής Πρόεδρος τοῦ 'Ομοσπονδιακοῦ Συμβουλίου Γεωργίας.

DUSAN NEJKOV, Λειτουργός (δημ. ίπαλληλος) εἰς τὸ 'Ομοσπονδιακὸν Εκτελεστικὸν Συμβούλιον.

LJUBA RELJIC, 'Αναπληρωτής Γενικὸς Διευθυντής τοῦ 'Ομοσπονδιακοῦ Γραφείου διεθνῶν συνεργασίας, ἐπιστημονικῆς, ἐκπαιδευτικῆς, μορφωτικῆς καὶ τεχνικῆς.

VERA PEJNOVIC, Διευθυντής τοῦ Τμήματος εἰς τὴν 'Ομοσπονδιακὴν Γραμματείαν τοῦ 'Εξωτερικοῦ Εμπορίου.

MIODRAG KELIC, Οἰκονομικὸς Σύμβουλος παρὰ τῇ Πρεσβείᾳ τῆς ΟΣΔ τῆς Γιουγκοσλαβίας εἰς τὸ 'Αθήνας.

PETRONIJE STANOJEVIC, Σύμβουλος εἰς τὴν 'Ομοσπονδιακὴν Γραμματείαν τῶν 'Εξωτερικῶν Υποθέσεων.

TRIFUN VITOSEVIC, 'Απεσταλμένος τοῦ Οἰκονομικοῦ 'Επιμελητηρίου εἰς τὸ 'Αθήνας.

DINKA VESELINOVIC, Σύμβουλος εἰς τὸ Οἰκονομικὸν Επιμελητήριον Γιουγκοσλαβίας.

BORO RIKALOVSKI, Διευθυντής τοῦ υπὸ οἰκοδόμησιν Διϊλιστηρίου, Σκόπια.

ΓΡΑΜΜΑΤΕΥΣ :

JERKA STOJILJKOVIC, Σύμβουλος εἰς τὴν 'Ομοσπονδιακὴν Γραμματείαν τοῦ 'Εξωτερικοῦ Εμπορίου.

ΔΙΕΡΜΗΝΕΥΣ :

KALINA KARADJOVA.

Αριθ. Φ.0544/2808-2876

(2)

Περὶ ἐγκρίσεως: 1) τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 6ης Συνόδου τῆς Μικτῆς 'Ελληνοϊταλικῆς 'Επιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς ποὺ ὑπογράφηκε στὴ Ρώμη στὶς 28 Σεπτεμβρίου 1978, 2) τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 7ης Συνόδου τῆς Μικτῆς 'Ελληνοϊταλικῆς 'Επιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Αθήνα στὶς 21 Ιουνίου 1979.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

"Εχοντας ὑπόψη: 1. τὴ διάταξη τῆς παραγρ. 2 τοῦ άρθρου 21, τῆς Συμφωνίας γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς 'Ελλάδος 'Ιταλίας ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Αθήνα στὶς 27 Οκτωβρίου 1966 καὶ κυρώθηκε μὲ τὸν υπ' ἀριθ. 574/1968 'Αναγκαστικὸν Νόμο, ποὺ δημοσιεύθηκε στὸ υπ' ἀριθ. 229 Φύλλο τῆς ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ τῆς Κυβερνήσεως τεῦχος Α' τῆς 28 Σεπτεμβρίου 1968, μὲ τὴν όποια συνιστᾶται Μικτὴ 'Επιτροπή.

2. Τὸ περιεχόμενο τῶν υπὸ έγκριση Πρακτικῶν, ἀποφασίζουμε:

'Εγκρίνουμε ως ἔχουν καὶ στὸ σύνολό τους τὰ Πρακτικὰ τῆς 6ης καὶ 7ης Συνόδου τῆς Μικτῆς 'Ελληνοϊταλικῆς 'Επιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, ποὺ ὑπογράφηκαν στὴ Ρώμη στὶς 28.9.1978 καὶ στὴν Αθήνα στὶς 21.6.1979 ἀντίστοιχα καὶ τῶν όποιων τὰ κείμενα σὲ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ γλώσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν 'Ελληνικὴ ἔχουν ως ἀκολούθως:

Αθήναι, 28 Αύγουστου 1979

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ	ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ
ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ	
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΔΟΓΡΟΥΝΑΣ	

PROCES VERBAL

De la VIème Réunion de la Commission Mixte Gréco-Italienne pour le transport routier de marchandises.

La VIème réunion de la Commission précitée, prévue par l'accord gréco-italien relatif aux transports routiers de marchandises, a eu lieu à Rome du 27 au 28 Septembre 1978.

Les délégations ayant pris part à la réunion étaient composées comme suit :

DELEGATION HELLENIQUE

P. PAPADAKIS, (President) Directeur Général auprès du Ministère de Coordination;

D. SKOUROLIAKOS, Directeur auprès du Ministère des Affaires Etrangères, 1er Conseiller d'Ambassade;

E. BACARINOS, Conseiller Commercial auprès de cette Ambassade;

V. KARAVIAS, Directeur auprès du Ministère de Coordination;

J. KARAGYORGAS, Directeur auprès du Ministère des Transports;

H. GAKIOPoulos, Directeur auprès du Ministère de l'Agriculture;

A. GASSIOS, Chef de section auprès du Ministère du Commerce;

A. DIMALEXIS, Chef de section auprès du Ministère des Finances;

N. HASSIOTIS, Capitaine de Vaisseau auprès du Ministère de la Marine Marchande.

DELEGATION ITALIENNE

Ing. G. DANESE, (Président) Directeur Général Motorisation Civile auprès du Ministère des Transports

Dott. F. PITONI, Dirigeant Supérieur auprès du Ministère des Transports.

Dott. I. NOTO, Inspecteur Principal auprès du Ministère des Transports.

Dott. P. GIORGIERI, Conseiller d'Ambassade auprès du Ministère des Affaires Etrangères

Dott. A. LAVIOLA, Premier Dirigeant auprès du Ministère de l'Agriculture.

Dott. R. NICOLAI, Directeur de Division auprès du Ministère de l'Agriculture.

Les deux délégations ont passé en revue les développements survenus dans le secteur des transports routiers depuis la cinquième réunion du Comité Mixte gréco-italien.

La délégation hellénique a réitéré ses positions évoquées dans le Protocole de la réunion précitée et elle est revenue sur sa demande pour l'augmentation du nombre d'autorisations pour les camions grecs.

En particulier la partie hellénique a déclaré que les exportations grecques vers les pays de l'Europe Occidentale sont conditionnées aux possibilités de transit et a signalé que le nombre insuffisant de permis accordés par la partie italienne a influencé défavorablement les exportations grecques.

La délégation italienne a de son côté remarqué qu'il n'y a pas encore un parfait équilibre dans l'utilisation du contingent en vigueur pour les transports entre les deux Pays et a observé que la demande grecque d'accroître le transit dans le territoire italien cause des soucis de caractère concurrentiel dans le secteur agricole; telle demande est, en outre, de nature à causer des préoccupations sur la situation déjà critique du trafic à la frontière italo-autrichienne par suite des mesures fiscales prises dernièrement par le Gouvernement autrichien.

Après un examen des relations économiques et commerciales entre les deux Pays, la délégation hellénique

a renouvelé sa demande pour une augmentation du contingent des permis, déjà formulée par correspondance, et a proposé l'octroi de 1.500 autorisations de transit supplémentaires ainsi que 1.000 autorisations supplémentaires bilatérales, pour faire face aux besoins de transport de marchandises, jusqu'à la fin de l'année 1978.

La délégation italienne a déclaré de ne pas pouvoir satisfaire cette demande. Toutefois, en vue de trouver une solution de l'ensemble du problème, elle a exprimé le souhait pour une collaboration plus étroite entre les transporteurs des deux Pays.

Les deux délégations, dans le but de réduire les difficultés de circulation qu'une augmentation du contingent de transit pourrait causer sur les routes italiennes, ont convenu d'étudier la possibilité d'orienter une partie des véhicules grecs vers le port de Trieste au moyen de ferry-boats.

Il a été finalement convenu qu'un groupe d'experts se reunisse au début de l'année prochaine en vue d'étudier une forme concrète de coopération entre les transporteurs des deux pays; Un autre groupe d'experts se réunira au cours de cette année pour étudier la possibilité de faire arriver en Italie des camions qui utiliseraient une ligne régulière de ferry-boats à établir entre les ports grecs et Trieste.

En ce qui concerne la détermination des nouveaux contingents, il a été convenu que le contingent bilatéral italien sera augmenté de 400 autorisations déjà échangées, plus 300 autorisations additionnelles. Le contingent italien d'autorisation de transit demeurant au niveau de 2.000 autorisations déjà accordées.

Pour ce qui est du contingent de transit grec il a été convenu qu'il sera augmenté de 400 autorisations déjà octroyées, plus 300 additionnelles. Le contingent grec d'autorisations bilatérales demeurant au niveau de 2.000 autorisations déjà accordées.

Par conséquent les contingents actuels se présentent comme suit :

Contingent italien : 2.000 autorisations de transit et 2.700 bilatérales.

Contingent grec : 2.000 autorisations bilatérales et 2.700 de transit.

A partir du 1er Janvier 1979, les 700 autorisations de transit résultant de l'augmentation ci-dessus indiquée, ne pourront pas être utilisées par les transporteurs grecs pour les transports de produits agricoles ou alimentaires.

La réunion a eu lieu dans un esprit de grande cordialité et amitié et les deux délégations ont convenu que la prochaine réunion de la Commission Mixte aura lieu à Athènes au début de l'année prochaine.

Le Président de la
délégation grecque

Le Président de la
délégation italienne

PROCES – VERBAL

De la 7ème Réunion de la Commission Mixte Gréco-italienne pour le transport routier de marchandises, qui a eu lieu à Athènes du 19 au 21 Juin 1979.

Les Délégations ayant pris part à la réunion étaient composées comme suit :

Délégation Italienne

Dr. G. BALDASSARI, Directeur central auprès du Ministère des Transports, Président

Dr. I. NOTO, Inspecteur principal auprès du Ministère des Transports.

Dr. G. FIACCADORI, Conseiller Commercial auprès de l'Ambassade d'Italie à Athènes.

Dr. G. ROSSO, Représentant de la Confederazione Italiana Armatori Liberi

Dr. P. CALDIERON, Représentant de la Société de Navigation Adriatica.

Délégation Hellénique

M. P. PAPADAKIS, Directeur Général auprès du Ministère de Coordination, Président

M. S. POTAMIANOS, Conseiller d'Ambassade auprès du Ministère des Affaires Etrangères.

M. I. KARAYORGAS, Directeur auprès du Ministère des Transports

M. H. KATSANTONIS, Directeur auprès du Ministère des Finances

M. A. GASSIOS, Chef de Section auprès du Ministère du Commerce

M. D. BAGDATOPOULOS, Chef de Section auprès du Ministère de la Marine Marchande.

Experts et Observateurs auprès de la Délégation Hellénique :

M. P. KANELLOPOULOS, Chef de Section auprès du Ministère des transports

M. A. DIMALEXIS, Chef de Section auprès du Ministère des Finances

M. K. KOUTSOUKIS, Collaborateur au Ministère de Coordination.

M. I. HARALABIDIS, Président de l'Association Hellénique des Transporteurs Routiers Internationaux

M. D. PANAYOTOPoulos, Secrétaire Général de la Fédération Hellénique des Transporteurs

Mile M. MENAYA, Interprète.

Observateur auprès de la Délégation Italienne.

M. L. GERENTES, Représentant des Transporteurs Italiens.

En début de séance, la délégation italienne s'est référée aux motifs qui ont empêché la tenue, plus tôt dans l'année, de la présente réunion ainsi qu'il avait été proposé par la Partie hellénique.

Les deux délégations ont passé en revue les développements survenus dans le secteur des transports routiers depuis la dernière réunion de la Commission Mixte et ont échangé des précisions sur l'utilisation des contingents pendant l'année en cours.

Ensuite, la délégation hellénique a proposé l'ordre du jour suivant :

a) Détermination des contingents de permis pour l'année 1979.

b) Réglementation de la traction de véhicules remorqués (trailers).

c) Etablissement d'une ligne régulière de ferry boats entre les ports grecs et l'Adriatique du Nord.

La délégation italienne a demandé que le point b soit examiné en premier lieu, vu son importance pour la partie italienne, et du fait que sa priorité avait été admise par l'Ambassade de Grèce à Rome.

La délégation hellénique a accepté l'ordre proposé par la partie italienne et a souligné que la solution particulière à apporter à chaque point soulevé dépendra de l'issue globale des conversations.

A' Réglementation de la traction de véhicules remorqués

Les deux délégations ont convenu que, dorénavant, des véhicules remorqués ou semi - remorqués (trailers), enregistrés sur le territoire de l'une des Parties, pourront être transportés, vides ou chargés, par remorqueur (tractor) à un port ou point d'entrée dans le territoire de l'autre Partie, pour effectuer un transport soit bilatéral soit en transit, et être ensuite remorqués depuis

ce port ou point d'entrée vers l'intérieur du pays d'arrivée et vice - versa par des remorqueurs, enregistrés dans ce dernier pays et appartenant à des transporteurs dûment autorisés à effectuer ce transport.

Dans le cas ci - dessus, les véhicules remorqués ou semi - remorqués doivent être munis, en dehors des documents généralement requis, du permis prévu par l'Accord Grèco - italien sur le transport routier de marchandises.

En outre, il a été convenu que, à titre provisoire et jusqu'à la prochaine réunion de la Commission Mixte, qui se tiendra au plus tard jusqu'à la fin septembre 1979, permission est accordée à chacune des Parties de maintenir jusqu'à dix (10) remorqueurs sur le territoire de l'autre pour assurer le remorquage, depuis le port ou point d'entrée vers l'intérieur du pays d'arrivée, de véhicules remorquées ou semi - remorqués (trailers) de la même nationalité que les remorqueurs.

Chaque remorquage par les remorqueurs ci - dessus sera considéré comme importation temporaire.

A la suite les deux Parties ont convenu que au cours de la prochaine réunion de la Commission Mixte, prévue pour le mois de septembre 1979 au plus tard, celle - ci procédera à l'examen de la modification de l'article 3 de l'Accord Grèco - Italien sur les transports routiers, de façon à permettre le remorquage de véhicules remorqués et semi - remorqués, de chacun des deux pays dans le territoire de l'autre, par des remorqueurs enregistrés dans l'un ou l'autre de ces pays.

Le nombre des remorqueurs de l'un des deux pays, qui seront maintenus à cette fin dans le territoire de l'autre pays, sera fixé par la Commission Mixte au cours de ses réunions.

B' Détermination des contingents de permis pour l'année 1979.

La Partie hellénique a rappelé ses besoins pressants en permis (autorisations) bilatéraux et transit, qui pour l'année en cours s'élèvent à cinq mille (5.000) et dix mille (10.000) respectivement.

La Partie italienne a déclaré n'être pas à même de satisfaire intégralement aux demandes helléniques et en a expliqué les raisons. Néanmoins, en vue de venir à la rencontre des besoins de la Partie grecque, elle était prête à octroyer en plus des contingents en vigueur et à titre reciproque ;

a) mille cent (1.100) permis, bilatéraux ou transit,

b) quatre cent (400) permis de transit valables exclusivement pour les transports entre des ports grecs et des ports italiens de l'Adriatique du Nord.

c) Quatre cent (400) permis de transit valables exclusivement pour transports combinés par chemin de fer de Bari à Milan dont le service commencera le 1er janvier 1980.

La Partie hellénique a déclaré que le nombre de 1.100 permis supplémentaires ci - dessus n'est pas à même de couvrir qu'une partie minime de ses besoins impérieux. D'autre part les 400 permis destinés à l'Adriatique du Nord ne peuvent en aucune mesure assurer le fonctionnement d'une ligne régulière de ferry - boats entre les deux pays. Quant aux 400 permis destinés au transport combiné par chemin de fer, ils ne peuvent pas être pris en considération vu qu'ils ne se réfèrent pas à l'année 1979.

En vue de ce qui précède la délégation hellénique a demandé à la délégation italienne de réviser ses positions.

La délégation italienne a déclaré qu'elle s'efforcera d'obtenir auprès de ses Autorités, à la place des 400 permis pour le service ferry boat et des 400 autres destinés au transport combiné par chemin de fer, l'octroi de 800 permis bilatéraux ou transit, en sus des 1.100 permis sus-mentionnés et qu'elle avisera la Partie hellénique du résultat de ses efforts, au plus tôt et en tout cas avant la prochaine réunion de la Commission Mixte.

C'Ligne de ferry - boat entre la Grèce et l'Adriatique du Nord.

La Partie hellénique a fait savoir à la Partie italienne que le nombre de 400 permis destinés au service de ferry boat est tout à fait insuffisant pour l'établissement d'une ligne régulière de ferry - boat et a soutenu qu'une condition nécessaire pour le fonctionnement d'une ligne régulière est l'élimination de toute limitation numérique des permis de passage.

En tout cas, le nombre de ces permis ne devrait être inférieur à 6.000 par an, de façon à rendre possible la mise en service, au moins de deux ferry - boats, ce qui constitue le minimum pour l'établissement d'une ligne régulière.

La délégation italienne a déclaré que, au moment actuel, elle n'est pas à même de préciser si le nombre des 400 permis proposés serait éventuellement susceptible d'une augmentation pour rejoindre le total des 6.000 permis sollicités.

Après un échange de vues entre les parties à ce sujet, il a été décidé que des représentants des armateurs des deux pays examineront en commun le problème avant la prochaine réunion de la Commission Mixte et mettraient au courant les Autorités compétentes de leurs pays.

Les conclusions de cet examen en commun seront discutées lors de la prochaine réunion de la Commission Mixte.

Finalement les deux Parties ont convenu que les contingents en vigueur sont les suivants :

Pour la Partie hellénique :

- 2.700 permis de transit
- 2.000 permis bilatéraux
- 1.100 permis bilatéraux ou de transit.

Pour la Partie italienne :

- 2.700 permis bilatéraux
- 2.000 permis de transit
- 1.100 permis bilatéraux ou de transit.

La réunion a eu lieu dans un esprit de grande cordialité et les deux délégations ont convenu que la prochaine réunion de la Commission Mixte aura lieu en septembre 1979.

Le Président de la
Délégation Italienne

Le Président de la
Délégation Hellénique

G. BALDASSARI

P. PAPADAKIS

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ Τῆς 6ης Συνεδρίασεως τῆς Μικτῆς Ελληνο - Ιταλικῆς Επιτροπῆς διὰ τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων.

‘Η 6η σύνοδος τῆς προσαναφερθείσης Επιτροπῆς, ἡ ἑπούσα προβλέπεται ὑπὸ τῆς ἑλληνο - ιταλικῆς συμφωνίας διὰ τὰς προβλέψεις τῆς Επιτροπῆς, διὰ τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς ἐμπορευμάτων, ἔλαβεν χώραν ἐν Ρώμῃ ἀπὸ τῆς 27ης ἔως τὴν 28ην Σεπτεμβρίου 1978.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι, αἱ ὅποιαι ἔλαβον μέρος εἰς τὴν συνεδρίασιν, εἶχον τὴν ἔξῆς σύνθεσιν :

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑ

Π. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, (Πρόεδρος) Γενικὸς Διευθυντής τοῦ Επαγγελματικοῦ Συντονισμοῦ.

Δ. ΣΚΟΥΓΡΟΛΙΑΚΟΣ, Διευθυντής Υπουργείου Εξωτερικῶν, Σύμβουλος Πρεσβείας Α'.

Ε. ΜΗΑΚΑΡΙΝΟΣ, Εμπορικὸς Σύμβουλος τῆς Πρεσβείας αὐτῆς.

Β. ΚΑΡΑΒΙΑΣ, Διευθυντής Υπουργείου Συντονισμοῦ.

Ι. ΚΑΡΑΓΙΩΡΓΑΣ, Διευθυντής Υπουργείου Συγκοινωνιῶν.

Η. ΓΑΚΙΟΠΟΥΛΟΣ, Διευθυντής Υπουργείου Γεωργίας.

Α. ΓΚΑΣΣΙΟΣ, Τμηματάρχης Υπουργείου Εμπορίου.

Α. ΔΗΜΑΛΕΞΗΣ, Τμηματάρχης Υπουργείου Οικονομικῶν.

Ν. ΧΑΣΙΩΤΗΣ, Πλοίαρχος παρὰ τῷ Υπουργείῳ Εμπορικῆς Ναυτιλίας.

ΙΤΑΛΙΚΗ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑ

ΙΝΓ. G. DANESE, (Πρόεδρος) Γενικὸς Διευθυντής Αστικῆς Μηχανοκινήσεως Υπουργείου Συγκοινωνιῶν.

ΔΟΤΤ. F. PITONI, Ανώτερος Διευθύνων Υπουργείου Μεταφορῶν.

ΔΟΤΤ. I. NOTO, Πρῶτος Επιθεωρητής Υπουργείου Συγκοινωνιῶν.

ΔΟΤΤ. P. GIORGIERI, Σύμβουλος Πρεσβείας Υπουργείου Εξωτερικῶν.

ΔΟΤΤ. A. LAVIOLA, Πρῶτος Διευθύνων Υπουργείου Γεωργίας.

ΔΟΤΤ. R. NICOLAI, Τμηματάρχης Υπουργείου Γεωργίας.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι ἐπεσκόπησαν τὰς ἔξελιξεις αἱ ὅποιαι ἐπῆλθον, μετὰ τὴν πέμπτην σύνοδον τῆς Μικτῆς ἑλληνο - ιταλικῆς Επιτροπῆς, εἰς τὸν τομέα τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν.

‘Η ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἐπενήλινεν εἰς τὰς, εἰς τὸ πρωτόκολλον τῆς προσαναφερθείσης συνόδου, ἀναφερούμενας μέστιας καὶ ἀναγένωσ τὸ αἴτημα κατὰ τῆς περιόδου αὐτῆς περὶ αὐξήσεως τοῦ ἀριθμοῦ ἀδειῶν διὰ τὰ τέλη του περιόδου.

‘Η ἑλληνικὴ πλευρὰ ἐδήλωσεν εἰδικὰ ὅτι αἱ ἑλληνικαὶ ἔξαγωγαὶ πρὸς τὰς χώρας τῆς Δυτικῆς Εὐρώπης ἔξαρτῶνται ἀπὸ τὰς δυνατότητας διαμετακομίσεως καὶ ἐσημείωσεν ὅτι δὲ ἀνεπαρκῆς ἀριθμὸς τῶν παραχωρηθεισῶν ἀδειῶν ὑπὸ τῆς Ιταλικῆς πλευρᾶς ἐπέδρασεν δυσμενῶς ἐπὶ τῶν ἑλληνικῶν ἔξαγωγῶν.

‘Η ιταλικὴ ἀντιπροσωπεία ἐσημείωσεν ἀπὸ τὴν πλευράν της δὲν ὑπάρχει ἀκόμα τελεία ἰσορροπία εἰς τὴν χρησιμοποίησιν τοῦ ἰσχύοντος ἀνωτάτου ὄριου ἀδειῶν διὰ τὰς μεταφορὰς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ παρετήρησεν ὅτι τὸ ἑλληνικὸν αἴτημα δύος αὐξῆσης δι’ αἰτημάτων τοῦ ιταλικοῦ ἐδάφους προκαλεῖ προβλήματα ἀνταγωνιστικοῦ χαρακτήρος εἰς τὸν γεωργικὸν τομέα· παρόμοιον αἴτημα ἔξι ἄλλου δύναται νῦν προκαλέση ἀνησυχίας δύον ἀφορᾶ εἰς τὴν ἡδη κρίσιμον κατάστασιν τῆς κυκλοφορίας εἰς τὰ ιταλο - αυστριακά σύνορα συνεπείχ τῶν φορολογικῶν μέτρων τὰ ὅποια ἐλήφθησαν τελευταίως ὑπὸ τῆς Λύστριακῆς Κυβερνήσεως.

Κατόπιν ἔξετάσεως τῶν οἰκονομικῶν καὶ ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, ἡ ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἀναγένωσεν τὸ αἴτημα κατὰ τῆς δι’ αὔξησην τοῦ ἀνωτάτου ὄριου ἀδειῶν, τὸ ὅποιον αἴτημα εἶχε ἡδη ἐκφράσει δι’ ἀλληλογραφίας καὶ προέτεινεν τὴν χορήγησιν 1500 ἐπὶ πλέον ἀδειῶν διαμετακομίσεως, ὡς καὶ 1000 συμπληρωματικῶν διμερῶν ἀδειῶν, ὡστε νὰ ἀντιμετωπισθεῖν αἱ ἀνάγκαι μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων, ἔως τὸ τέλος τοῦ ἔτους 1978.

‘Η ιταλική άντιπροσωπεία έδήλωσεν ότι δέν δύναται νὰ ίκανοποιηθῇ τὸ αἰτημα τοῦτο. Πάντως, ἐν ὅψει ἔξευρέσεως λύσεως διὰ τὸ σύνολον τοῦ προβλήματος, ἔξέφρασεν τὴν ἐπιθυμίαν διὰ στενωτέραν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν μεταφορέων τῶν δύο Χωρῶν.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως μειωθοῦν αἱ δυσχέρειαι τῆς κυκλοφορίας, τὰς ὄποιας θὰ ἡδύνατο νὰ προκαλέσῃ μία αὔξησις τοῦ ἀνωτάτου ὁρίου ἀδειῶν διαμετακομίσεως, εἰς τὰς ιταλικὰς ὁδούς, συνεφώνησαν νὰ μελετήσουν τὴν δυνατότητα νὰ κατευθυνθῇ μέρος τῶν ἑλληνικῶν ὁχημάτων πρὸς τὸν λιμένα τῆς Τριέστης δὲ ὁχηματαγωγῶν.

Συνεφωνήθη τέλος ὅπως, εἰς τὰς ἀρχὰς τοῦ ἐποιμένου ἔτους, συγκεντρωθῇ ὁμάς ἐμπειρογνωμάνων ἐν ὅψει τῆς μελέτης συγκεκριμένου σχήματος συνεργασίας μεταξὺ τῶν μεταφορέων τῶν δύο χωρῶν. Μία ἄλλη ὁμάς ἐμπειρογνωμάνων θὰ συγκεντρωθῇ κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἔτους αὐτοῦ, διὰ νὰ μελετήσῃ τὴν δυνατότητα ἀφίξεως εἰς τὴν Ἰταλίαν, φορτηγῶν, τὰ ὅποια θὰ ἔχρησιμοποιούν μελλοντικὴν τακτικὴν γραμμὴν ὁχηματαγωγῶν, μεταξὺ τῶν ἑλληνικῶν λιμένων καὶ τῆς Τεργέστης.

‘Οσον ἀφορᾶ εἰς τὸν προσδιορισμὸν τῶν νέων ἀνωτάτων δρίων ἀδειῶν, συνεφωνήθη ὅτι τὸ διμερές ιταλικὸν ἀνώτατον δρίον ἀδειῶν θὰ αὔξηθῇ κατὰ 400 ἀδειας, αἱ ὅποιαι ἥδη ἀντηλλάγησαν καὶ ἐπὶ πλέον κατὰ 300 προσθέτους ἀδειας. Τὸ ἀνώτατον δριον ἀδειῶν διαμετακομίσεως τῆς ιταλικῆς πλευρᾶς θὰ παραμείνῃ οὕτως εἰς τὸ ἐπίπεδον τῶν 2000 ἥδη παραχωρθεισῶν ἀδειῶν.

‘Οσον ἀφορᾶ εἰς τὸ ἑλληνικὸν ἀνώτατον δριον ἀδειῶν διαμετακομίσεως συνεφωνήθη ὅτι τὸ αὔξηθῇ κατὰ 400 ἀδειας αἱ ὅποιαι παρεχωρήθησαν ἥδη, καὶ ἐπὶ πλέον κατὰ 300 προσθέτους. Τὸ ἑλληνικὸν διμερές ἀνώτατον δριον ἀδειῶν θὰ παραμείνῃ οὕτως εἰς τὸ ἐπίπεδον τῶν 2000 παραχωρθεισῶν ἀδειῶν.

Κατὰ συνέπειαν, τὰ σημειωνὰ ἀνώτατα δρια ἀδειῶν παρουσιάζονται ὡς ἀκολούθως :

‘Ιταλικὸν ἀνώτατον δριον ἀδειῶν : 2000 ἀδειαι διαμετακομίσεως καὶ 2700 διμερεῖς.

‘Ἐλληνικὸν ἀνώτατον δριον ἀδειῶν : 2000 διμερεῖς ἀδειαι καὶ 2700 ἀδειαι διαμετακομίσεως.

‘Απὸ 1ης Ἰανουαρίου 1979, αἱ 700 ἀδειαι διαμετακομίσεως αἱ ὅποιαι θὰ χορηγηθοῦν μὲ τὴν ἀνωτέρω αὔξησιν, δὲ θὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν ὑπὸ τῶν ἑλλήνων μεταφορέων διὰ τὴν μεταφορὰν ἀγροτικῶν προϊόντων ἢ τροφίμων.

‘Η συνεδρίασις διεξήχθη μὲ πνεῦμα μεγάλης ἐγκαρδιότητος καὶ φιλίας καὶ αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν δηι ἡ ἐπομένη συνεδρίασις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς θὰ λάβη χώραν εἰς τὰς Ἀθήνας, εἰς τὰς ἀρχὰς τοῦ ἐπομένου ἔτους.

‘Ο Πρόεδρος τῆς Ἐλληνικῆς ἀντιπροσωπείας ‘Ο Πρόεδρος τῆς ιταλικῆς ἀντιπροσωπείας
(ύπογραφὴ)
(ύπογραφὴ)

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ Τῆς 7ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐλληνο-Ιταλικῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων, ἡ δύοις ἔλαχεν χώραν εἰς τὰς Ἀθήνας ἀπὸ 19 ἕως 21 Ιουνίου 1979.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἱ ὅποιαι ἔλαβον μέρος εἰς τὴν σύνοδον εἶχον τὴν ἔξις σύνθεσιν :

ΙΤΑΛΙΚΗ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑ

DR. G. BALDASSARI, Κεντρικὸς Διευθυντὴς Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν, Πρόεδρος.

DR. I. NOTO, Πρῶτος Ἐπιθεωρητὴς Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

DR. G. FIACCADORI, Ἐμπορικὸς Σύμβουλος τῆς Ιταλικῆς Πρεσβείας εἰς Ἀθήνας.

DR. G. ROSSO, Ἀντιπρόσωπος τῆς CONFEDERAZIONE ITALIANA ARMOTORI LIBERI.

DR. P. CALDIERON, Ἀντιπρόσωπος τῆς Ναυτιλιακῆς Εταιρείας ADRIATICA.

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑ

K.P. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Γενικὸς Διευθυντὴς Ὑπουργείου Συντονισμοῦ, Πρόεδρος.

K.S. ΠΟΤΑΜΙΑΝΟΣ, Σύμβουλος Πρεσβείας Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν.

K.I. ΚΑΡΑΓΙΩΡΓΑΣ, Διευθυντὴς Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

K.H. ΚΑΤΣΑΝΤΩΝΗΣ, Διευθυντὴς Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν.

K.A. ΓΚΑΣΣΙΟΣ, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Ἐμπορίου.

K.D. ΜΠΑΓΔΑΤΟΠΟΥΛΟΣ, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας.

‘Εμπειρογνώμονες καὶ Παρατηρηταὶ τῆς Ἐλληνικῆς Αντιπροσωπείας.

K.P. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

K.A. ΔΗΜΑΛΕΞΗΣ, Τμηματάρχης Ὑπουρείου Οἰκονομικῶν.

K.K. ΚΟΥΤΣΟΥΚΗΣ, Συνεργάτης Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

K.I. ΧΑΡΑΛΑΜΠΙΔΗΣ, Πρόεδρος τῆς Ἐλληνικῆς Ἐνώσεως Διεθνῶν Οδικῶν Μεταφορέων.

K.D. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ, Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ἐλληνικῆς Ομοσπονδίας Μεταφορέων.

Δἰς M. MENAGIA, Διερμηνεὺς.

Παρατηρητὴς τῆς Ιταλικῆς Αντιπροσωπείας K.L. GERENTES, Ἀντιπρόσωπος τῶν Ιταλῶν Μεταφορέων.

Εἰς τὴν ἀρχὴν τῆς συνεδριάσεως, ἡ ιταλικὴ ἀντιπροσωπεία ἀνεφέρθη εἰς τοὺς λόγους οἱ δύοις ήμποδίσαν νὰ διεξαχθῇ ἡ παρούσα συνεδρίασις ἐνωρίτερον κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἔτους, διὰ τὴν ἀρχὴν την ἑλληνικῆς Πλευρᾶς.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι ἀνεσκόπησαν τὰς ἐπελθούσας ἔξελιξεis εἰς τὸν τομέα τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ἀπὸ τῆς τελευταίας συνεδριάσεως τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ἀντήλλαξαν διευκρινήσεις ἐπὶ τῆς χρησιμοποίησεως τῶν ἀνωτάτων δρίων ἀδειῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ τρέχοντος ἔτους.

Κατόπιν, ἡ ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία προέτεινε τὴν ἀκόλουθον ἡμερησίαν διάταξιν :

α) Προσδιορισμὸς τῶν ἀνωτάτων δρίων ἀδειῶν γιὰ τὸ ἔτος 1979.

β) Διακανονισμὸς τῆς ἔλξεως τῶν ρυμουλκουμένων ὁχημάτων (TRAILERS).

γ) Δημιουργία τακτικῆς γραμμῆς ὁχηματαγωγῶν μεταξὺ τῶν ἑλληνικῶν λιμένων καὶ τῆς Βορείου Αδριατικῆς.

‘Η ιταλικὴ ἀντιπροσωπεία ἐζήτησεν ὅπως ἔξετασθῇ κατὰ πεῶτον λόγον τὸ σημεῖον β, λόγῳ τῆς σπουδαιότητος αὐτοῦ διὰ τὴν ιταλικὴν πλευρὰν καὶ δεδομένου ὅτι ἡ προτεραιότης αὐτοῦ εἴχε γίνη ἀποδεκτή ὑπὸ τῆς Ἐλλ. Πρεσβείας εἰς τὴν Ρώμην.

‘Η ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἐδέχθη τὴν ὑπὸ τῆς ιταλικῆς πλευρᾶς προτεθεῖσαν σειρὰν καὶ ὑπεγράμμισεν ὅτι ἡ εἰδικὴ λύσης ἡ δύοις θὰ δοθῇ δι’ ἔκαστον ἐγερθεὶν ζήτημα θὰ ἔξαρτηθῇ ἀπὸ τὴν γενικὴν ἔκβασιν τῶν συζητήσεων.

Α' Διακανονισμὸς τῆς ἔλξεως τῶν ρυμουλκουμένων ὁχημάτων.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅπως, ἐφεξῆς, ρυμουλκούμενα ἡ ήμιρυμουλκούμενα ὁχημάτα (TRAILERS) καταχωρισμένα εἰς τὰ μητρώα ἐνὸς ἐκ τῶν Μερῶν θὰ δύνανται νὰ μεταφερθοῦν, κενὰ ἡ μετὰ φορτίου, διὰ ρυμουλκοῦ (TRACTOR), εἰς λιμένα ἡ σημεῖον εἰσόδου εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους, διὰ τὴν ἑκτελέσουν μεταφορὰν εἴτε διμερεῖς εἴτε ἐν διαμετακομίσει καὶ διπλῶς ρυμουλκηθοῦν κατόπιν ἀπὸ

τοῦ λιμένος αὐτοῦ ἡ τοῦ σημείου εἰσόδου πρὸς τὸ ἐσωτερικὸν τῆς χώρας ἀφίξεως, καὶ τάναπαλιν ὑπὸ ρυμουλκῶν καταχωρημένων εἰς τὴν χώραν αὐτὴν καὶ ἀνηκόντων εἰς μεταφορεῖς εἰς τοὺς ὄποιους δεόντως ἔχει δοθῆ ἄδεια πρὸς ἔκτελεσιν τῆς μεταφορᾶς αὐτῆς.

Εἰς τὴν ἀνωτέρω περίπτωσιν, τὰ ρυμουλκούμενα ἢ ἡμιρυμουλκούμενα ὅχηματα δέοντα ὅπως εἶναι ἐφοδιασμένα μὲ ἄδειαν, ἔκτος τῶν γενικῶς ἀπαιτουμένων ἐγγράφων, προβλεπομένην ὑπὸ τῆς Ἐλληνο-Ιταλικῆς Συμφωνίας περὶ ὁδικῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων.

Προσέτι, συνεφωνήθη ὅτι, προσωρινῶς καὶ ἔως τὴν ἐπομένην σύνοδον τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, ἡ ὄποια θὰ λάβῃ χώραν τὸ ἀργότερον ἔως τὸ τέλος Σεπτεμβρίου 1979, παραχωρεῖται ἄδεια εἰς ἕκαστον τῶν Μερῶν ὅπως διατηρήσῃ ἔως δέκα (10) ρυμουλκὰ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Μέρους, διὰ νὰ ἔξασφαλίσῃ τὴν ρυμουλκησιν, ἀπὸ τὸν λιμένα ἢ τὸ σημεῖον εἰσόδου πρὸς τὸ ἐσωτερικὸν τῆς χώρας ἀφίξεως, ρυμουλκούμενων ἢ ἡμιρυμουλκούμενων ὅχημάτων (TRAILERS) τῆς ἴδιας ἔθνικότητος μὲ τὰ ρυμουλκά.

Ἐκάστη ρυμουλκησις ὑπὸ τῶν ἀνωτέρω ρυμουλκῶν θὰ θεωρηθῇ προσωρινὴ εἰσαγωγή.

Ἐν συνεχείᾳ, τὰ δύο Μέρη συνεφώνησαν ὅτι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐπομένης συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, ἡ ὄποια προβλέπεται διὰ τὸν μῆνα Σεπτεμβρίου τοῦ 1979 τὸ ἀργότερον, ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ προβῆ ἐις τὴν ἔξέτασιν τῆς τροποποιήσεως τοῦ ἀρθροῦ 3 τῆς Ἐλληνο-Ιταλικῆς Συμφωνίας περὶ τῶν ὁδίκων μεταφορῶν, εἰς τρόπον ὥστε νὰ ἐπιτραπῇ ἡ ρυμουλκησις ρυμουλκούμενων ἢ ἡμιρυμουλκούμενων ὅχημάτων, ὑπὸ ἔκαστης τῶν δύο χωρῶν εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης, διὰ ρυμουλκῶν καταχωρημένων εἰς ἕκαστην ἐκ τῶν χωρῶν αὐτῶν.

Οἱ ἀριθμὸς τῶν ρυμουλκῶν τῆς μίας ἐκ τῶν δύο χωρῶν τὰ ὄποια θὰ παραμείνουν πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτῶν εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης χώρας, θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνεδριάσεων αὐτῆς.

Β' Προσδιορισμὸς τῶν ἀνωτάτων δρίων ἀδειῶν διὰ τὸ ἔτος 1979.

Ἡ ἐλληνικὴ Πλευρὰ ὑπενθύμισεν τὰς ἐπιτακτικὰς ἀνάγκας τῆς δι' ἄδειας διμερεῖς καὶ διὰ διαμετακόμισιν, αἱ ὄποιαι, διὰ τὸ τρέχον ἔτος, ἀνέρχονται εἰς πέντε χιλιάδας (5.000.) καὶ δέκα χιλιάδας (10.000) ἀντιστοίχως.

Ἡ Ιταλικὴ Πλευρὰ ἐδήλωσεν ὅτι δὲν δύναται νὰ ἵκανοποιήσῃ πλήρως τὰ ἐλληνικὰ αἰτήματα καὶ ἔχηγησεν διὰ ποίους λόγους. "Ομως, ἐν ὅψει τῆς ἀντιμετωπίσεως τῶν ἀναγκῶν τῆς ἐλληνικῆς πλευρᾶς, ἐδήλωσεν ὅτι οὗτο πρόθυμος ὅπως χορηγήσῃ ἐπὶ πλέον τῶν ἐν ἰσχύι ἀνωτάτων δρίων ἀδειῶν, καὶ κατ' ἀμοιβαιότητα :

α) χιλίας ἑκατὸ (1100) ἀδειας, διμερεῖς ἢ διαμετακομίσεως,

β) τετρακοσίας (400) ἀδειας διαμετακομίσεως, ἰσχυούσας ἀποκλειστικῶς διὰ τὰς μεταφορὰς μεταξὺ τῶν ἐλληνικῶν λιμένων καὶ τῶν Ιταλικῶν λιμένων τοῦ Βορείου Αδριατικοῦ Πελάγους.

γ) τετρακοσίας (400) ἀδειας διαμετακομίσεως ἰσχυούσας ἀποκλειστικῶς διὰ τὰς σιδηροδρομικῶς συνδυασμένες μεταφορὰς ἀπὸ Μπάρι εἰς Μιλάνο, τῶν ὄποιων ἡ ἔκτελεσις θὰ ἀρχίσῃ τὴν 1ην Ιανουαρίου 1980.

Ἡ ἐλληνικὴ Πλευρὰ ἐδήλωσεν ὅτι ὁ ἀριθμὸς τῶν 1100 προσθέτων ἀδειῶν δὲν δύναται νὰ καλύψῃ παρὰ ἐλάχιστον μέρος τῶν ἐπιτακτικῶν ἀναγκῶν αὐτῆς. Ἀπὸ τὴν ἄλλην πλευράν, αἱ 400 ἀδειαι αἱ ὄποιαι προορίζονται διὰ τὸ Βόρειον Αδριατικὸν Πέλαγος δὲν δύνανται κατ' οὐδένα τρόπον νὰ ἔξασφαλίσουν τὴν λειτουργίαν τακτικῆς γραμμῆς ὅχηματαγωγῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν. "Οσον δὲ διὰ τὰς 400 ἀδειας αἱ ὄποιαι προορίζονται διὰ τὴν σιδηροδρομικῶς συ-

δυασμένην μεταφοράν, δὲν δύνανται νὰ ληφθοῦν ὑπὸ ὅψιν, δεδομένου ὅτι δὲν ἀναφέρονται εἰς τὸ ἔτος 1979.

Ἐν ὅψει τῶν ἀνωτέρω, ἡ ἐλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἐξήτησεν ἀπὸ τὴν Ιταλικὴν ἀντιπροσωπείαν ὅπως ἀναθεωρήσῃ τὰς θέσεις αὐτῆς.

Ἡ Ιταλικὴ ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι θὰ προσταθήσῃ νὰ ἐπιτύχῃ ἐκ μέρους τῶν Ἀρχῶν της, εἰς τὴν θέσην τῶν 400 ἀδειῶν διὰ μεταφορὰν δι' ὅχηματαγωγῶν καὶ τῶν 400 ἄλλων διὰ τὴν σιδηροδρομικῶς συνδυασμένην μεταφοράν, τὴν χορήγησην 800 διμερῶν ἢ διὰ διαχειστακόμισιν ἀδειῶν, ἐπὶ πλέον τῶν προειρηθεισῶν 1100 ἀδειῶν καὶ ὅτι θὰ ἐνημερώσῃ τὴν ἐλληνικὴν Πλευρὰν διὰ τὸ ἀποτέλεσμα τῶν προσπαθειῶν τῆς τὸ ἐνωρίτερον καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει πρὸ τῆς ἐπομένης συνεδρίασεως τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

Γ' Γραμμὴ ὄχηματαγωγῶν μεταξὺ Ἐλλάδος καὶ Βορείου Αδριατικοῦ Πελάγους.

Ἡ ἐλληνικὴ Πλευρὰ γνωστοποίησεν εἰς τὴν Ιταλικὴν Πλευρὰν ὅτι ὁ ἀριθμὸς τῶν 400 ἀδειῶν διὰ μεταφορὰς δι' ὅχηματαγωγῶν εἶναι ὅλως ἀνεπαρκής διὰ τὴν δημιουργίαν τακτικῆς γραμμῆς ὅχηματαγωγῶν καὶ ὑπεστήριξεν ὅτι ἀπαραίτητος ὄρος διὰ τὴν λειτουργίαν τακτικῆς γραμμῆς εἶναι ἡ ἔξαλειψις παντὸς περιορισμοῦ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀδειῶν διαβάσεως.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀδειῶν αὐτῶν δὲν θὰ πρέπῃ νὰ εἴναι κατώτερος τῶν 6.000 κατ' ἔτος, εἰς τρόπον ὥστε νὰ καταστῇ δυνατή ἡ δρομολόγησις δύο ὄχηματαγωγῶν τὸ δίλιγότερον, ἐλαχίστη προϋπόθεσις διὰ τὴν δημιουργίαν τακτικῆς γραμμῆς.

Ἡ Ιταλικὴ ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι ἐπὶ τοῦ παρόντος, δὲν είναι εἰς θέσην νὰ προσδιορίσῃ ἐὰν ὁ ἀριθμὸς τῶν 400 προτεινούμενων ἀδειῶν θὰ ἡδύνατο ἐνδεχομένως νὰ αὔξηθῃ, ὥστε νὰ φθάσῃ τὸ σύνολον τῶν 6.000 αἰτιούμενων ἀδειῶν.

Κατόπιν ἀνταλλαγῆς ἀπόψεων μεταξὺ τῶν Μερῶν ἐπὶ τοῦ θέματος αὐτοῦ, ἀπεφασίσθη ὅπως ἐκπρόσωποι τῶν ἐφοπλιστῶν τῶν δύο χωρῶν ἔξετάσουν ἀπὸ κοινοῦ τὸ πρόβλημα πρὸ τῆς ἐπομένης συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ἐνημερώσουν τὰς ἀρμοδίας Ἀρχᾶς τῶν χωρῶν των.

Τὰ πορίσματα τῆς κοινῆς ταύτης ἔξετάσεως θὰ συζητηθοῦν κατὰ τὴν ἐπομένην συνεδρίασιν τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἐν τέλει, τὰ δύο Μέρη συνεφώνησαν ὅτι τὰ ἐν ἰσχύι ἀνώτατα δρία ἀδειῶν εἴναι τὰ δικόλουθα :

Διὰ τὴν ἐλληνικὴν Πλευράν :

2700 ἀδειαι διαμετακομίσεως.

2000 διμερεῖς ἀδειαι.

1100 ἀδειαι διμερεῖς ἢ διαμετακομίσεως :

Διὰ τὴν Ιταλικὴν Πλευράν :

2700 διμερεῖς ἀδειαι.

2000 ἀδειαι διαμετακομίσεως.

1100 ἀδειαι διμερεῖς ἢ διαμετακομίσεως.

Ἡ συνεδρίασις διεξήχθη μὲ πνεῦμα μεγάλης ἐγκαρδιότητος καὶ αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅτι ἡ ἐπομένη συνεδρίασις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς θὰ λάβῃ χώραν τὸν Σεπτεμβρίον τοῦ 1979.

Διὰ τὸν Πρόεδρον τῆς Ιταλικῆς Ἀντ/πείας

· Νπογραφή

Διὰ τὸν Πρόεδρον τῆς Ελληνικῆς Ἀντ/πείας

· Νπογραφή

G. BALDASSARI

P. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ

Αριθ. Φ.0544/2865

(3)

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ εἰς Πράγαν τὴν 12ην Μαΐου 1979 ὑπογραφέντος Πρωτοκόλλου τῆς 1ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοτσεχοσλοβακικῆς Ἐπιτροπῆς διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν.

**ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ**

Ἐχοντες ὑπόψη : 1) τὰς διατάξεις τοῦ ὑπ' ἀριθ. 848/1978 Νόμου δημοσιευθέντος εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 230 Φύλλον τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως τεῦχος Α' τῆς 21ης Δεκεμβρίου 1978, διὰ τοῦ ὅποιου ἔκυρωθη ἡ εἰς Ἀθήνας ὑπογραφέσα τὴν 6ην Ιουνίου 1977 Συμφωνία διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν Ἑλλάδος-Τσεχοσλοβακίας, 2) τὸ περιεχόμενον τοῦ ὑπὸ ἐγκρισιν Πρωτοκόλλου, ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ εἰς τὸ σύνολόν του τὸ εἰς Πράγαν τὴν 12ην Μαΐου 1979 ὑπογραφέν Πρωτόκολλον τῆς 1ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοτσεχοσλοβακικῆς Ἐπιτροπῆς διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν τὸ κείμενον τοῦ ὅποιου εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως :

'Αθῆναι, 17 Σεπτεμβρίου 1979

οι υπουργοί

**ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ**

**ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ**

PROTOCOL

of the first meeting of the Joint Committee held in Praha from 10 to 12 May 1979 in accordance with Article 17 of the Agreement between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Czechoslovak Socialist Republic on International Road Transport.

The two Delegations were composed as follows :

Hellenic Delegation :

Vassilios Karavias, Head of Delegation Ministry of Coordination.

Christos Macheritsas, Ministry of Foreign Affairs.
Ioannis Karagiorgas, Ministry of Transport.

Euripides Katsiotis, Ministry of Finance.

Dimitrios Doudoumis, Ministry of Foreign Affairs.

Cleomenis Koutsoukis, Ministry of Coordination.

Smaragda Iconomou, Hellenic Embassy in Praha.

Stavros Tilkeridis, Interpreter.

Czechoslovak Delegation :

Jaroslav Vesely, Head of Delegation Ministry of Interior CSR Transport Division.

Vaclav Hejduk, Federal Ministry of Transport.

Frantisek Cajkovic, Ministry of Interior SSR Transport Division.

Hugo Pavek, Czechoslovak Road Hauliers Association.

Jan Pesta, Ministry of Interior CSR Transport Division.

1. After formal introduction, the two delegations stated that the Agreement between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Czechoslovak Socialist Republic, signed in Athens on 6th June 1977, entered into force on 17th January 1979.

2. The following agenda for the meeting was agreed :

- 1) Provisions for application of the Agreement and the Administrative Memorandum to the Agreement;
- 2) Development of international road traffic between the two countries in 1977 and 1978;
- 3) Quota of permits for 1979 and preliminary quota for 1980;
- 4) International conventions concerning road transport, by which both countries are bound;
- 5) Other business.

Item 1.

3. In case of a combination of vehicles consisting of a Czechoslovak tractive unit and a trailer or a semi-trailer registered in third countries, indicated by the Greek authorities, a separate permit shall be required for such a trailer or semi-trailer on the territory of the Hellenic Republic.

Any such combination of vehicles shall be considered to be the drawing vehicle's nationality.

4. The forms of the permits of the two States shall correspond to the Resolution No 119 of the ECE.

5. Application for permit in accordance with Article 1 of the Agreement concerning the operation of regular passenger lines between the two countries or in transit through their territories shall contain :

name and address of the carrier;
kind of the vehicle and its capacity;
place of departure and destination;
route of the vehicle including road border points and regular stops;
time-table;
tariff rates.

6. Application for permit in accordance with Article 4 of the Agreement concerning occasional passenger carriages by bus shall contain :

name and address of the carrier;
kind of the vehicle and its capacity;
route of the vehicle including road border points and regular stops;
length of the stay of the vehicle on the territory of the other country.

7. In accordance with Article 5 of the Agreement both delegations agreed to issue for 1979 single permits using the same form for bilateral or transit carriages.

8. When returning back in transit a new permit is required for loading a vehicle on the territory of the other country.

9. Requested documentation and statistical data in accordance with Article 9 of the Agreement shall be mutually exchanged during the sessions of the Joint Committee. For this purpose, the number of journeys and the volume of carried goods in tons were recommended as characteristics.

10. Both delegations agreed that the permits shall be distributed through the competent authorities. Under exceptional circumstances, with the previous consent of the competent authorities, a permit may be obtained at a road border point of the two States.

For this purpose, the competent authorities are :

Ministry of Communications, General Directorate of Transport, Athens.

Ministry of Interior CSR, Praha.

Ministry of Interior SSR, Bratislava.

11. The two delegations agreed to issue permits over the agreed quota against the payment of the corresponding administrative fee.

Item 2.

12. Both delegations exchanged statistical data about the development of road traffic between the two countries in 1977 and 1978. On the basis of them, a considerable increase of road traffic in 1978 could be stated.

The Czechoslovak delegation declared that the increase of Czechoslovak road traffic towards Greece was favourably influenced by the use of the Greek ferry boat lines from Volos to Syria.

Item 3.

13. The delegations stated that 500 permits were provisionally exchanged for 1979.

Both delegations, taking into account the anticipated extension of foreign trade of the two countries, agreed to exchange 1 600 permits for bilateral and transit journeys in 1979.

The Czechoslovak delegation suggested to exchange mutually 200 permits for third countries traffic in 1979. The Greek delegation could agree with a number of 30 special permits for third countries traffic for the carriers of each State.

The Czechoslovak proposal for a higher number shall however be presented to the Greek authorities.

14. The two delegations agreed to supply each other with the remaining permits for 1979 until the end of June 1979.

15. The quota of permits for 1980 shall be agreed during the second meeting of the Joint Committee in 1980.

Provisionally, the number of permits mentioned in paragraph 13 shall be mutually exchanged in November 1979.

Item 4.

16. The delegations informed each other about the international conventions concerning road transport by which they are bound and about the membership of their carriers in international organizations.

Item 5.

17. The Czechoslovak delegation mentioned that summer time has been introduced in Czechoslovakia from 1st April 1979.

18. The Czechoslovak delegation called the attention of the Greek delegation to the fact that, owing to the repair of the bridge over Danube, the road transport of goods via the road border point Komarno-Komarom shall not be performed. The above-mentioned road border point shall be also closed for passenger traffic in 1980.

As substitutes, road border points Sahy-Parassapuzsta and Hranienka pri Hornade - Tornyosnémeti were recommended.

19. The Greek delegation informed the Czechoslovak delegation about the extension and modernization of the Greek sea port of Volos aiming at facilitating the Ro/Ro transport.

20. The Greek delegation transmitted to the Czechoslovak delegation the information for drivers of foreign lorries on the territory of the Hellenic Republic.

21. The Greek delegation proposed to hold the second meeting of the Joint Committee in Greece in 1980 and the Czechoslovak delegation accepted this proposal with pleasure.

22. Both delegations expressed their appreciation of the friendly atmosphere and mutual understanding during the session of the Joint Committee.

Done in Praha, on the twelfth day of May, 1979.

For the Greek
Delegation

For the Czechoslovak
Delegation

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Α' συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς ποὺ ἔλαβε χώρα στὴν Ηράκλεια ἀπὸ τις 10 ὁρῶν τῆς 12 Μαΐου 1979, σύμφωνα μὲ τὸ ἥρθο 17 τῆς Συμφωνίας ποὺ συνήρθη μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας περὶ Διεθνῶν Ὀδικῶν Μεταφορῶν.

· Ή σύνθεση τῶν δύο ἀντιπροσωπειῶν εἶχε ως ἔξις :

· Ἐλληνικὴ ἀντιπροσωπεία :

Βασίλειος Καραβίας : Ἀρχηγός Ἀποστολῆς Ὑπουργεῖον Συντονισμοῦ.

Χρῆστος Μαχαιρίτσας : Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν Ιωάννης Καράγιαργας : Ὑπουργεῖον Μεταφορῶν Εὐρυπίδης Κατσιώτης : Ὑπουργεῖον Οἰκονομικῶν Δημήτριος Δουδούμης : Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν Κλεομένης Κουτσούκης : Ὑπουργεῖον Συντονισμοῦ Συμφύγμα Οἰκονόμου : Ἐλληνικὴ Πρεσβεία στὴν Ηράκλεια Σταύρος Τιλκερέδης : Διερμηνεύς.

Τσεχοσλοβακικὴ ἀντιπροσωπεία :

Jaroslav Vesely : Ἀρχηγός Ἀποστολῆς Ὑπουργεῖον Εσωτερικῶν Τσεχικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας Τμῆμα Μεταφορῶν.

Vaclav Hejduk : Ὦμοσπονδιακὸν Ὑπουργεῖον Μεταφορῶν

Frantisek Cajkovic : Ὑπουργεῖον Εσωτερικῶν σοσιαλιστικῆς δημοκρατίας Τμῆμα Μεταφορῶν.

Hugo Pavek : Τσεχοσλοβακικὴ ἔταιρεία ὁδικῶν μεταφορέων

Jan Pesta : Ὑπουργεῖον Εσωτερικῶν Τσεχικῆς σοσιαλιστικῆς δημοκρατίας Τμῆμα Μεταφορῶν.

1. Μετὰ ἀπὸ τὸν καθιερωμένο πρόλογο, οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖς δήλωσαν διὰ τὴν Συμφωνία, ποὺ συνήρθη μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας καὶ ὑπεγράψη στὴν Ἀθήνα στὶς 6 Ιουνίου 1977, ἀρχισε νὰ ἴσχυε ἀπὸ τὶς 17 Ιανουαρίου 1979.

2. Ός θέματα γιὰ τὴν ἡμερήσια διάταξη τῆς συνόδου δρίσθηκαν τὰ ἔξις :

1) Διατάξεις γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς συμφωνίας καὶ τοῦ διοικητικοῦ ὑπομνήματος γιὰ τὴν συμφωνία.

2) Ἀνάπτυξη τῶν διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν γιὰ τὰ ἔτη 1977 καὶ 1978.

3) Ἐπιτρεπόμενος ἀριθμὸς ἀδειῶν γιὰ τὸ 1979 καὶ προκαταρκτικὸς γιὰ τὸ 1980.

4) Διεθνεῖς συμβάσεις ποὺ ἀφοροῦν τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς καὶ εἶναι δεσμευτικὲς γιὰ τὶς δύο χῶρες.

5) Ἀλλα θέματα.

Θέμα 1 :

3. Σὲ περίπτωση συνδυασμοῦ ὄχημάτων ποὺ ἀποτελοῦνται ἀπὸ ἓνα Τσεχοσλοβακικὸ ρυμουλκὸ καὶ ἓνα ρυμουλκού-

μενο ἡ ἡμιρυμουλκούμενο καταχωρημένο σε τρίτο χράτος πού ὑπόδεικνύεται ἀπὸ τὶς Ἑλληνικὲς ἀρχές, θὰ ἀπαιτεῖται χωριστὴ ἄδεια γιὰ κάθε ρυμουλκούμενο ἡ ἡμιρυμουλκούμενο ποὺ εἰσέρχεται στὸ ἔδαφος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.

Σὰν ἐθνικότητα τοῦ συνδυασμοῦ αὐτοῦ ὁχημάτων θὰ πρέπει νὰ θεωρηθῇ ἐκείνη τοῦ ρυμουλκοῦ ὁχήματος.

4. Οἱ τύποι τῶν ἄδειῶν γιὰ τὶς δύο χῶρες θὰ πρέπει νὰ ἀνταποκρίνονται στὴν ἀπόφασην ὑπὸ ἀριθ. 119 τῆς Οἰκονομικῆς Ἐπιτροπῆς (τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γιὰ τὴν Εὐρώπη).

5. Ἡ αἰτηση γιὰ ἔκδοση ἄδειας σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 1 τῆς Συμφωνίας ποὺ ἀφορᾶ τὴν λειτουργία τακτικῶν ταξιδιωτικῶν γραμμῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἡ τράνζιτο διὰ μέσου τοῦ ἔδαφους τους θὰ περιλαμβάνῃ :

ὅνομα καὶ διεύθυνση τοῦ μεταφορέα.
εἰδος ὁχήματος καὶ χωρητικότητα αὐτοῦ.

τόπος ἀναχωρήσεως καὶ προορισμοῦ·

διαδρομὴ ὁχήματος ποὺ νὰ περιλαμβάνῃ τὰ ὄδικα μεθοριακὰ σημεῖα καὶ τὶς τακτικὲς στάσεις·
δρομολόγιο·

Δασμολογικαὶ ἐπιβαρύνσεις.

6. Ἡ αἰτηση γιὰ ἄδεια σύμφωνα πρὸς τὸ ἄρθρο 4 τῆς Συμφωνίας περὶ τῆς σποραδικῆς μεταφορᾶς ἐπιβατῶν μὲ λεωφορεῖο θὰ περιλαμβάνῃ :

ὅνομα καὶ διεύθυνση τοῦ μεταφορέα
εἰδος τοῦ ὁχήματος καὶ χωρητικότητας αὐτοῦ

διαδρομὴ τοῦ ὁχήματος ποὺ νὰ περιλαμβάνῃ τὰ ὄδικα μεθοριακὰ σημεῖα καὶ τὶς τακτικὲς στάσεις.

διάρκεια παραμονῆς τοῦ ὁχήματος στὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Κράτους.

7. Σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 5 τῆς Συμφωνίας καὶ οἱ δύο χῶρες συμφώνησαν ὅπως ἔκδώσουν γιὰ τὸ 1979 χωριστὲς ἄδειες χρησιμοποιώντας τὸν 11ον τύπο τόσο γιὰ τὶς ἀμφοτεροπλεύρους δόσο καὶ γιὰ τὶς τράνζιτο μεταφορές.

8. Ἐπιστρέφοντας πίσω τράνζιτο ἀπαιτεῖται καινούργια ἄδεια γιὰ τὴ φόρτωση ὁχήματος στὸ ἔδαφος ἄλλης χώρας.

9. Τὰ ἀπαιτούμενα ἔγγραφα στοιχεῖα καὶ στατιστικὰ δεδομένα θὰ ἀνταλλαγοῦν ἀμοιβαίως σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 9 τῆς Συμφωνίας κατὰ τὴν διάρκεια τῶν συνόδων τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς. Γιὰ τὸν σκοπὸ αὐτό, ὁ ἀριθμὸς τῶν ταξειδίων καὶ ὁ δῆκτος τῶν μεταφερομένων ἐμπορευμάτων σὲ τόννους ἐπροτάθησαν σὰν χαρακτηριστικὰ στοιχεῖα.

10. Καὶ οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες συμφώνησαν ὅπως ἡ διανομὴ ἄδειῶν γίνεται μέσω τῶν ἀρμοδίων ὑπηρεσιῶν. Σὲ ἔξαιρετικὲς περιπτώσεις καὶ μὲ τὴν προηγουμένη συγκατάθεση τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν, ἡ ἄδεια θὰ παρέχεται στὰ σύνορα μεταξὺ τῶν δύο χρατῶν.

Γιὰ τὸν σκοπὸ αὐτό, ἀρμόδιες ἀρχές εἰναι :

‘Ὑπουργεῖο Συγκοινωνιῶν, Γενικὴ Διεύθυνση Μεταφορῶν, Αθῆναι,

‘Ὑπουργεῖο Εσωτερικῶν Τσεγικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας, Πράγα,

‘Ὑπουργεῖο Εσωτερικῶν Σλοβακικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας. Μπρατισλάβα.

11. Οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες συμφώνησαν νὰ ἔκδώσουν ἄδειες καθ’ ὑπέρβαση τοῦ ἐπιτροπομένου ἀριθμοῦ ἔναντι καταβολῆς τοῦ ἀντιστοίχου διοικητικοῦ τέλους.

Θέμα 2.

12. Καὶ οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες ἀντήλλαξαν στατιστικὰ δεδομένα σχετικὰ μὲ τὴν ἀνάπτυξη τῶν ὄδικῶν μεταφορῶν μεταξὺ τῶν δύο χρατῶν γιὰ τὸ 1977 καὶ τὸ 1978. Μὲ βάση αὐτὰ τὰ δεδομένα, θὰ ἡδύνωτο νὰ λεγοῦμε ὅτι ἐπετεύχθη σημαντικὴ αὔξηση τῶν ὄδικῶν μεταφορῶν γιὰ τὸ 1978.

‘Ἡ Τσεχοσλοβακικὴ ἀντιπροσωπεία δήλωσε ὅτι ἡ αὔξηση τῶν ὄδικῶν μεταφορῶν ἀπὸ τὴν Τσεχοσλοβακία πρὸς τὴν

‘Ἐλλάδα ἐπηρεάσθη εύμενῶς μὲ τὴ χρήση τῆς Ἑλληνικῆς γραμμῆς φέρρυ-μπώτ Βόλου-Συρίας.

Θέμα 3.

13. Οἱ ἀντιπροσωπεῖες δήλωσαν ὅτι ἀντηλλάγησαν πρωτινὰ 500 ἄδειες γιὰ τὸ ἔτος 1979.

‘Αμφότερες οἱ ἀντιπροσωπεῖες λαμβάνοντας ὑπὸ ὅψη τὴν προβλεπομένη ἐπέκταση τοῦ ἔξωτερικοῦ ἐμπορίου μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, συμφώνησαν στὴν ἀνταλλαγὴ 1600 ἄδειῶν γιὰ ἀμφοτεροπλεύρους διαμετακομιστικές μεταφορές ἐμπορευμάτων μέσα στὸ 1979.

‘Ἡ Τσεχοσλοβακικὴ ἀντιπροσωπεία πρότεινε τὴν ἀμοιβαία ἀνταλλαγὴ 200 ἄδειῶν γιὰ μεταφορές πρὸς τρίτες χῶρες μέσω στὸ 1979. ‘Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία συμφώνησε νὰ δοθοῦν στοὺς μεταφορεῖς κάθε μιᾶς χώρας 30 εἰδικές ἄδειες γιὰ μεταφορές ἐμπορευμάτων πρὸς τρίτα χράτη. ‘Ἡ τσεχοσλοβακικὴ πρόταση γιὰ μεγαλύτερο ἀριθμὸ θὰ μεταφερθῇ στὶς Ἑλληνικὲς ἀρχές.

14. Οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες συμφώνησαν νὰ παράσχουν ἡ μία τὴν ἄλλη μὲ τὶς ὑπόλοιπες ἄδειες γιὰ τὸ 1979 μέχρι τὸ τέλος Ιουνίου τοῦ ἔτους αὐτοῦ.

15. ‘Ο ἀριθμὸς τῶν ἄδειῶν γιὰ τὸ 1980 θὰ συμφωνηθεῖ κατὰ τὴ διάρκεια τῆς δευτέρας συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς ποὺ θὰ λάβει χώρα μέσα στὸ 1980.

Προσωρινά, ὁ ἀριθμὸς ἄδειῶν ποὺ ἀναφέρεται στὴν παράγραφο 13 θὰ ἀνταλλαγεῖ ἀμοιβαία τὸν Νοέμβριο τοῦ 1979.

Θέμα 4.

16. Οἱ ἀντιπροσωπεῖες ἐνημέρωσαν ἡ μία τὴν ἄλλη γιὰ τὶς διεθνεῖς συμβάσεις ποὺ ἀναφέρονται στὶς ὄδικές μεταφορές καὶ οἱ διοίτες εἰναι δεσμευτικὲς γι’ αὐτοὺς καὶ γιὰ τὴν συμμετοχὴ τῶν μεταφορέων τους ὡς μελῶν σὲ διεθνεῖς δργανισμούς.

Θέμα 5.

17. ‘Ἡ Τσεχοσλοβακικὴ ἀντιπροσωπεία ἀνέφερε ὅτι ἡ θερινὴ ώρα γιὰ τὸ 1979 θὰ ἀρχίσει στὴν Τσεχοσλοβακία ἀπὸ τὴν 1η Απριλίου.

18. ‘Ἡ Οὐγγρικὴ ἀντιπροσωπεία ἐπέσυρε τὴν προσοχὴ τῆς Ἑλληνικῆς στὸ γεγονός ὅτι λόγω ἐπισκευῆς τῆς γέφυρας στὸ Δούναβη δὲν θὰ πραγματοποιηθεῖ ἡ ὄδικη μεταφορὰ ἐμπορευμάτων μέσω τῆς συνοριακῆς ὄδικῆς ἀρτηρίας KOMARNO - KOMAPROM. ‘Ο προαναφερθεὶς ὄδικός συνοριακὸς κόμβος θὰ παραμείνει κλειστός γιὰ τὴ διακίνηση ἐπιβατηγῶν ὁχημάτων.

Σὰν ἐναλλακτικὴ λύση προτείνονται τὰ ὄδικα συνοριακὰ σημεῖα SAHY - PARASSAPUZSTA καὶ HRHNICNA PRI HORNADE - TORYNOSNEMETI.

19. ‘Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία παρέσχε πληροφορίες στὴν Τσεχοσλοβακικὴ γιὰ τὴν ἐπέκταση καὶ τὸν ἐκσυγχρονισμὸ τοῦ ἔλληνος λιμανιοῦ τοῦ Βόλου ποὺ σκοποῦν τὴν διευκόλυνση τῶν ὄδικῶν μεταφορῶν.

20. ‘Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία μετέφερε στὴν Τσεχοσλοβακικὴ πληροφορίες γιὰ τοὺς ὄδηγοὺς ξένων φορτηγῶν ὁχημάτων εὑρισκομένων στὸ ἔδαφος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.

21. ‘Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία πρότεινε ὅπως ἡ δεύτερη σύνοδος τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς λάβει χώρα στὴν ‘Ἐλλάδα ἐντὸς τοῦ 1980 καὶ ἡ Τσεχοσλοβακικὴ ἀπεδέχθη τὴν πρόταση μὲ εὐχαρίστηση.

22. Καὶ οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες ἐξέφρασαν τὴν εὐαρέσκεια τοὺς γιὰ τὴν φιλικὴ ἀτμόσφαιρα καὶ τὴν ἀμοιβαία κατανόηση ποὺ ἐπεκράτησαν κατὰ τὴ διάρκεια τῶν ἐργασιῶν τῆς συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

‘Ἐγένετο ἐν Πράγα στὶς 12 Μαΐου 1979.

Γιὰ τὴν Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία
(ὑπογραφὴ)

Γιὰ τὴν Τσεχοσλοβακικὴ
ἀντιπροσωπεία
(ὑπογραφὴ)

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

‘Η ἐπίσησια συνδρομή τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ή τιμὴ τῶν φύλλων της ποὺ πουλιοῦ νται τιμηματικά καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στήν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1979 ὡς ἀκολούθως:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	600
2. > > > Β'	>	700
3. . > > Γ'	>	500
4. . . Δ'	>	1.000
5. . . Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	>	500
6. . > > Παράρτημα	>	300
7. > > > Ανωμάλων Ἐταιρειῶν κ.λπ.	>	3.000
8. > > Δελτίο Εμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ίδιοκτησίας	>	200
9. Γιὰ όλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	>	6.000

Οι Δῆμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν δικαιωμάτων.

'Υπέρ τοῦ Ταμείου 'Αλληλοβοηθείας Προσωπικού τοῦ 'Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τὰ ἔξτις ποσά:	
1.	Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'
2.	> > > Β'
3.	> > > Γ'
4.	> > > Δ'
5.	> > > Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαιαύ κ.λπ.
6.	> > > Παράρτημα
7.	> > > 'Ανωνύμων 'Εταιρειῶν κ.λπ. .
8.	> > Δ.Δ.τίο 'Εμπ. καὶ Βιοι. 'Ιδιοκτησίας ..
9.	Γιὰ δλα τὰ τεύχη

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πωλήσεως άνθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 3 δρχ., δηπότε 9 ή 40 σελ. 8 δρχ., δηπότε 41 ή 80 σελ. 15 δρχ., δηπότε 81 σελ. και ένα
η τιμή πωλήσεως κάθε φύλλου προσαρμόνεται κατά 15 δρχ. ή 80 σελίδες.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

**Στὸ τεῦχος Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ
Ἐταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:**

Α' Δημοσιεύματα 'Ανωνύμων 'Εταιρειών:

1.	Τών δικαιοτικών πρόξεων	Δραχ.	400
2.	Τών καταστατικών 'Ανωνύμων 'Εταιρειῶν..	>	10.000
3.	Τών τροποποιήσεων τών καταστατικών τών 'Αικονύμων 'Εταιρειῶν	>	2.000
4.	Τών δικαιοτικώσεων και προσκλήσεων σὲ γενικές συνέλευσις, τών κατά τὸ δρόμο 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τών δικαιοιώσεων, που προβλέπονται ἀπὸ τὸ δρόμο 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν 'Εταιρειῶν» και τών ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικού Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ δικάζονται σὲ προσωρινὲς διατάξεις ..	>	1.000
5.	Τών ισολογισμῶν τῶν 'Ανωνύμων 'Εταιρειῶν ..	>	4.000
6.	Τών συνιστατικῶν μηνιγάδων καταστάσεων τῶν Τραπεζών 'Εταιρειῶν	>	1.000
i.	Τών ἀποφάσεων «περὶ ἑγκρίσεως τιμολογίων τῶν 'Ασφαλιστικῶν 'Εταιρειῶν»	>	600
g.	Τών ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδειας ἐπεκτάσεως τῶν ἔργασιών 'Ασφαλιστικῶν 'Εταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων 'Ανωνύμων 'Εταιρειῶν γενικά, και τών ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τὶς ὅποιες ἑγκρίνονται και δημοσιεύονται οἱ κανονισμοί αὐτοῦ	>	4.000
5.	Τών ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν 'Ελλάδι: ἀλλοδαπῶν 'Εταιρειῶν» και τών ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου 'Ασφαλιστικῶν 'Εταιρειῶν κατά τὸ δρόμον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70»	>	2.000
1.λ.	Τών ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως 'Ανωνύμων 'Εταιρειῶν»	>	10.000

11. Τῶν διποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσιγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρός διαπραγμάτευσιν, που θένται πάλιν σύμβασις»; Σελίδα 2

συμφώνως πρός τάς διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67» Δραχ. 1.000

12. Τῶν διπλάσιων τῆς «Επιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρός τάς διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967», Δραχ. 1.000

Β'. Δημοσιεύματα 'Επαιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης :

1. Τῶν καταστατικῶν	»	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν ..	»	400
3. Τῶν διακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ισολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκδόσεων ἑτημήστος περιουσιακῶν στοτ- νέων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα "Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωμάτεων :

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγήσεως δῖδεις λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταιμέων» 1.000
2. Τῶν Ἰστολογισμῶν τῶν δικτύων Συνεταιρι-

II. Στὸ Τέταρτο τεῦχος τῶν δικαιοτάκων πρό-
σθιαν προστάθηκεν καὶ λαττῆν δικαιουμένων

Τὸ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσαν στὸ Τάχος 'Ακωνίμων 'Εταιρειῶν καὶ 'Εταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης, ποὺ πρέπει νὰ καταβάλλεται ώπερ τοῦ Ταμείου 'Αλληλοβοήτειας Προσωπικοῦ 'Εθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), δρισθήκε γενικά σὲ 5 α.

Α'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΑΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ ΤΑΧΕΙ

- Οι συνδρομές του Λευκωπέρειου και τά τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στά Δημόσια Ταμεία έναντι διποδεικτικού εισπράξκος, τε όποιο φροντίζει διεύθυνσης νό το στείλει στή Γενική Δ/νση τού 'Εθνικού Τυπογραφείου.
 - Οι συνδρομές του Λευκωπέρειου είναι δικαστό νό στείλουνται και αι διαδόγο συκάλλαγμα μέ έπιταγή δη' διρήσει τού Δικαίωματή τών Διοικητικών και Οικονομικών 'Υποθέσεων τού 'Εθνικού Τυπογραφείου.
 - Τό ύπερ τού ΤΑΙΠΕΤ προσστό δητί τών δικωπέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως έξις :
 - στή Αθήνα : στό Ταμείο τού ΤΑΙΠΕΤ (Κατάστημα 'Εθνικού Τυπογραφείου),
 - στής υπόλοιπες πόλεις του Κράτους : στά Δημόσια Ταμεία και διποδεικτικού σύμφωνα μέ τις 192378/3639/1947(RONEO 185) και 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) δικύκλιες δικαστικές τού Γ.Λ.Κ,
 - στής περιπτώσεις για συνδρομές Λευκωπέρειου : σταν ή διποστολή τους γίνεται μέ έπιταγή; μετά τη στήλη ; ε πληνται και τό ύπερ τού ΤΑΙΠΕΤ προσστό.

**Ο Γενικός Διευθυντής
ΑΓΑΝ ΠΑΝ ΣΠΗΛΑΙΟΠΟΥΡΩΝ**